



L'eau comme arme

LA DESTRUCTION ET LA PRIVATION D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT À GAZA PAR ISRAËL



Sommaire

Résumé	1
Introduction	5
Méthodologie	7
Comment l'obstruction de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène engendre des conditions d'existence destructrices pour la population palestinienne à Gaza	8
1. Manque d'accès à l'eau	8
Des quantités d'eau insuffisantes pour couvrir les besoins	8
Les gens ont du mal à accéder à l'eau disponible	9
2. Absence de conditions d'hygiène de base	11
Accès aux toilettes	11
Déchets solides	11
3. Manque d'accès à une hygiène adéquate	12
4. Comment la population palestinienne à Gaza est affectée par la restriction d'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène	13
Conséquences sur la santé	13
Impacts sur la dignité	16
Conséquences sur la sécurité	17
Comment l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène est utilisé comme arme par les autorités israéliennes	19
1. Destruction et endommagement des infrastructures et des équipements essentiels	19
Les sources d'eau à Gaza	19
Une destruction qui dure depuis deux ans	20
Dépendance forcée vis-à-vis des acteurs humanitaires	21
Attaques contre l'équipement d'approvisionnement en eau de MSF	22
2. Obstacles à l'accès de l'aide et des personnes: militarisation de l'espace et déplacements forcés	23
Obstacles à l'accès pour les acteurs du secteur WASH	23
Obstacles à l'accès pour la population	27
3. Obstruction de la chaîne d'approvisionnement WASH	31
Obstruction de l'accès à l'énergie	31
Obstruction de l'acheminement des fournitures WASH vers la bande de Gaza	32
Appels urgents	38





Résumé

Ce rapport montre comment l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) a été utilisé comme arme contre la population de la bande de Gaza et gravement compromis par les autorités israéliennes depuis octobre 2023. En s'appuyant sur les données opérationnelles et médicales recueillies par Médecins Sans Frontières (MSF) entre janvier 2024 et décembre 2025, ainsi que sur des témoignages de première main recueillis au cours des derniers mois de 2025, il conclut que la privation des services WASH n'est pas fortuite, mais résulte des politiques et des actions des autorités israéliennes. Ces mesures entraînent des conditions d'existence destructrices et inhumaines pour les 2,1 millions d'habitants de Gaza, avec de graves conséquences pour leur santé, leur dignité et leur sécurité.

Les Palestiniens de Gaza sont confrontés à une **pénurie d'eau** organisée. Même si MSF est le plus grand producteur d'eau non gouvernemental à Gaza – distribuant ou produisant plus de 4,7 millions de litres d'eau par jour en janvier 2026 –, les besoins dépassent largement l'offre. Entre mai et novembre 2025, une distribution d'eau sur cinq organisée par MSF s'est terminée alors qu'il y avait encore des gens qui attendaient dans l'espoir de recevoir de l'eau devant un camion-citerne vide. Les familles privilégient souvent la consommation d'eau plutôt que la cuisine ou la lessive, limitant leur hygiène personnelle, et utilisent des sources d'eau insalubres ou salines lorsque les livraisons humanitaires sont interrompues. Entre octobre 2023 et janvier 2026, les prix de l'eau produite par des fournisseurs privés ont augmenté jusqu'à 500%, la rendant inaccessible à la plupart des ménages qui ont perdu leurs moyens de subsistance.

Les habitants de Gaza font également face à des **conditions sanitaires et d'hygiène désastreuses** et tout à fait évitables. Les systèmes d'assainissement sont détruits et hors d'usage. Dans les camps de personnes déplacées, les familles creusent des latrines de fortune dans leurs tentes ou doivent en partager une avec de nombreuses autres; ces trous se remplissent rapidement et sont souvent trop proches des forages, contaminant les nappes phréatiques. Les fortes pluies inondent ces installations rudimentaires, répandant les excréments et les bactéries fécales. Les déchets solides s'accumulent dans les zones où les gens s'abritent en raison de l'arrêt des systèmes de collecte et des pénuries de carburant. Les produits de base tels que le savon, les désinfectants, les couches et les produits d'hygiène menstruelle sont en général indisponibles, et les rares produits accessibles le sont à un coût prohibitif.

Priver les habitants de Gaza d'accès aux services WASH porte directement atteinte à leur santé, à leur dignité et à leur sécurité.

Le personnel de MSF traite beaucoup plus de problèmes de **santé** liés au manque d'eau, d'assainissement et d'hygiène qu'avant octobre 2023, en raison de la détérioration soudaine des conditions de vie. Selon une enquête de MSF, près d'une personne sur quatre interrogée entre mai et août 2025 avait souffert de diarrhée au cours du mois précédent. Dans les centres de soins de santé primaires de MSF, la majorité des patients touchés sont des enfants de moins de 15 ans. La diarrhée a également de graves répercussions sur les femmes enceintes, mettant leur grossesse en danger. Ces maladies, liées au manque d'eau potable et de savon, rendent également les patients plus vulnérables à la malnutrition.

De plus, le manque d'eau et d'hygiène, associé à la vie dans des tentes surpeuplées et des abris de fortune, entraîne des maladies de peau. Celles-ci représentaient près de 18% des consultations de soins de santé primaires de MSF en 2025. La gale et les poux se propagent à des familles entières, les plaies s'infectent et sont parfois infestées d'insectes, et les patients traités par MSF sont contraints de retourner à leurs conditions de vie insalubres, ce qui résulte en de nouvelles consultations pour des soins médicaux.

Le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement a aussi de graves répercussions sur la santé mentale des gens. Les professionnels de santé mentale de MSF constatent un niveau élevé de détresse en lien avec la lutte permanente pour trouver suffisamment d'eau et de produits d'hygiène; les enfants sont particulièrement affectés par le poids des responsabilités et le stress.

La population vit dans des conditions **indignes**; sans espace d'intimité pour se laver – quand il est possible de le faire –, elle est contrainte de partager des latrines de fortune surpeuplées avec des personnes inconnues. L'impossibilité de maintenir une bonne hygiène génère de la détresse et porte atteinte au sentiment de dignité des personnes, en particulier chez les femmes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

Les besoins importants, l'approvisionnement limité en eau et la destruction des infrastructures en eau contraignent les gens à se rassembler pour recevoir de l'eau, ce qui entraîne des risques pour leur **sécurité** durant les distributions d'eau. De nombreuses familles, submergées par les tâches nécessaires à leur survie, n'ont d'autre choix que d'y envoyer leurs enfants. En allant chercher de l'eau, certains enfants ont peur, se perdent, sont blessés, et parfois même tués.



Ce rapport témoigne de l'utilisation de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) comme arme, mettant en danger l'ensemble de la population de Gaza, à travers trois mécanismes: la destruction et les attaques contre les infrastructures; l'entrave à l'accès humanitaire dans Gaza par le déplacement forcé et la restriction de la liberté de circulation; et le blocage ou le retard systématique de l'acheminement des fournitures essentielles vers la population.

Les opérations militaires israéliennes ont mené à une **destruction généralisée des infrastructures**. Près de 90% des infrastructures WASH ont été endommagées ou détruites. Les usines de dessalement, les forages, les canalisations et les réseaux d'assainissement ont été rendus inopérants ou inaccessibles. Médecins sans frontières a documenté plusieurs incidents de tirs ou de destruction de ses propres camions-citernes d'eau et forages, même s'ils étaient clairement identifiés, souvent pendant des distributions d'eau, mettant en danger ou causant des blessures à la population palestinienne et au personnel humanitaire, et endommageant l'équipement.

Les autorités israéliennes ont imposé des conditions qui **restreignent sévèrement l'accès aux services essentiels au sein de la bande de Gaza**. Les ordres d'évacuation et l'interdiction par l'armée israélienne faite aux Palestiniens d'entrer dans certaines parties de Gaza ont parfois concerné plus de 80% de la bande de Gaza. Au moment de la rédaction du présent rapport, c'est encore à 58% de leur territoire que les Palestiniens ne peuvent pas accéder. Les autorités israéliennes ont contraint à plusieurs reprises MSF à suspendre la distribution d'eau. MSF a soit perdu des équipements essentiels de production d'eau, soit été contrainte de déplacer ses unités de production, réduisant ainsi l'accès à l'eau pour des centaines de milliers de personnes.

En parallèle, les autorités israéliennes **entravent l'entrée de produits de première nécessité** à Gaza. Depuis octobre 2023, l'électricité et le carburant – indispensables au traitement et à la distribution de l'eau – sont coupés ou strictement limités. Les demandes d'autorisation pour faire entrer des fournitures essentielles ont été rejetées

ou sont restées sans réponse, notamment pour des unités de dessalement de l'eau, des pompes, du chlore et autres produits chimiques pour le traitement de l'eau, des réservoirs d'eau, de l'insecticide et des latrines. Même lorsqu'elles ont été approuvées, les livraisons ont été refoulées aux points de passage, bloquant pendant des mois du matériel vital. Les autorités israéliennes jouent de l'aide humanitaire comme un robinet, le fermant ou l'ouvrant juste assez pour ne laisser entrer que quelques gouttes dans la bande de Gaza. Depuis le 1^{er} janvier 2026, toutes les demandes de MSF pour faire entrer des fournitures via le système dédié, dont l'approbation est déterminée par les autorités israéliennes, ont été rejetées. Ces blocages d'approvisionnement compromettent gravement l'accès de la population à l'eau et empêchent la remise en état des infrastructures endommagées.

Ces politiques et ces mesures prises par les autorités israéliennes ont pour effet d'infliger **une punition collective à la population de Gaza en la privant des services et des approvisionnements indispensables à la survie des personnes civiles**.

En tant que puissance occupante, Israël est tenu, en vertu du droit international humanitaire, de veiller à ce que les besoins fondamentaux de la population soient satisfaits et de protéger les infrastructures civiles telles que les réseaux d'eau et d'assainissement. Au lieu de cela, le rapport constate que la destruction massive des infrastructures civiles, la restriction de l'accès et de la circulation des acteurs du secteur WASH à l'intérieur de Gaza, les déplacements forcés répétés de la population et le blocage des approvisionnements WASH ont engendré des conditions incompatibles avec la dignité et la survie humaines.



Il est urgent d'agir afin de garantir l'accès de la population à l'eau et à l'assainissement, accès qui est indispensable à la survie et constitue un aspect fondamental de la dignité humaine, conformément aux obligations légales des autorités israéliennes et des États tiers.

MSF appelle les autorités israéliennes à mettre immédiatement fin aux restrictions d'accès à la bande de Gaza et à l'intérieur de celle-ci; à cesser d'entraver l'entrée des fournitures WASH; à respecter le statut protégé des infrastructures et des services civils; à garantir la protection des personnes civiles et du personnel humanitaire; et à mettre fin aux déplacements forcés de la population palestinienne.

MSF appelle les États membres de l'ONU à faire respecter le droit international et à utiliser tous les moyens économiques, sécuritaires et juridiques à leur disposition afin de garantir que l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène soit rétabli et protégé pour la population de Gaza; à exiger que soit assurée rapidement et sans entrave l'assistance humanitaire WASH, fondée sur les principes humanitaires, dans toute la bande de Gaza, par le biais des mécanismes établis par les Nations unies (ONU) et les organisations

non gouvernementales internationales (ONGI); et à accroître le financement flexible et durable tant pour les besoins immédiats en matière de WASH que pour la restauration des systèmes et la reconstruction à plus long terme.

L'accès à l'eau potable, à des services d'assainissement sûrs et à une hygiène de base est essentiel à la vie humaine. La privation continue de ces éléments fondamentaux inflige des souffrances tout à fait évitables à toute une population. Cela s'inscrit dans un contexte historique marqué par l'occupation, la colonisation, le siège et le déplacement forcé du peuple palestinien par Israël; le nettoyage ethnique en Cisjordanie; et un génocide avéré contre la population de Gaza. Une action immédiate et soutenue est nécessaire pour garantir à la population de Gaza l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, et pour mettre fin à cette déshumanisation des Palestiniens.



©Nour Alsaqqa/MSF

des punitions collectives stipulée par le droit international humanitaire. Le 9 octobre 2023, le ministre israélien de la Défense de l'époque, Yoav Gallant, a annoncé un "siège complet" de la bande de Gaza et déclaré qu'il n'y aurait "ni électricité, ni nourriture, ni eau, ni carburant, tout est fermé".⁴ Le lendemain, Ghassan Alian, le général de division des Forces de défense israéliennes (IDF) et chef de la Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT), a déclaré: "Les animaux humains doivent être traités comme tels. Il n'y aura ni électricité ni eau [à Gaza], il n'y aura que la destruction. Vous vouliez l'enfer, vous aurez l'enfer"⁵.

La privation d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) n'est pas un acte isolé, mais s'inscrit dans un schéma récurrent de déni et de retard — systématique et cumulatif —, lequel, avec

- les meurtres directs massifs de civils,
 - la destruction des établissements de santé et de leurs ressources humaines et matérielles, causant davantage de décès et de maladies; et
 - la destruction des habitations, forçant la population à se déplacer tout en leur infligeant de graves préjudices psychologiques,
- met délibérément en place pour la population palestinienne à Gaza des conditions d'existence destructrices et inhumaines.

Ce déni prolongé du droit à des infrastructures vitales équivaut à une mort par attrition: le démantèlement progressif des conditions matérielles indispensables à la survie, ce que la Cour internationale de Justice a (implicitement) reconnu lorsqu'elle a déclaré que la privation d'eau potable, de nourriture, d'électricité et de services essentiels présentait un risque réel et imminent de préjudice irréparable. Elle a cherché à y remédier en ordonnant à Israël de garantir leur mise en place sans entrave, en pleine coopération avec les Nations Unies⁶.

Le présent rapport donne un aperçu des graves restrictions auxquelles la population de Gaza a été confrontée en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) au cours des deux dernières années. Les difficultés de la population à accéder aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont dues à la destruction massive des infrastructures, aux restrictions d'accès imposées par Israël aux acteurs du secteur WASH pour entrer et se déplacer à l'intérieur de Gaza, aux déplacements forcés répétés de la population et au blocage des approvisionnements. Cela a conduit

les Gazaouis à faire face à une pénurie d'eau organisée et à endurer des conditions sanitaires et d'hygiène désastreuses, pourtant tout à fait évitables, qui portent directement atteinte à leur santé, leur dignité et leur sécurité.

Ces graves privations s'inscrivent dans un contexte d'occupation, de colonisation, de siège et de déplacement forcé du peuple palestinien par Israël. Depuis des décennies, MSF est témoin des souffrances, des décès et des conditions de vie insupportables des Palestiniens, causés par les politiques du gouvernement israélien.

Il est urgent d'agir pour garantir l'accès de la population à l'eau et à l'hygiène, qui est indispensable à la survie et constitue un aspect fondamental de la dignité humaine, conformément aux obligations légales des autorités israéliennes et des États tiers.

- Médecins sans frontières appelle les autorités israéliennes à cesser immédiatement de **restreindre l'accès aux organisations et personnels humanitaires** à l'intérieur et vers la bande de Gaza, et à **cesser d'entraver** l'entrée et la distribution de fournitures WASH. Elles doivent respecter le statut protégé des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que d'autres biens de caractère civil; garantir la protection des personnes civiles qui tentent d'accéder aux services WASH et autres services humanitaires, ainsi que celle du personnel humanitaire qui les fournissent; et **mettre fin au déplacement forcé** des Palestiniens.
- Médecins sans frontières appelle tous les autres États membres de l'ONU à s'acquitter de leur obligation de faire respecter le droit international et à mettre en œuvre toutes les mesures économiques, sécuritaires et juridiques nécessaires pour **garantir qu'Israël cesse d'utiliser l'eau comme une arme contre la population palestinienne à Gaza**; exige que puisse être améliorée de façon rapide et sans entrave **l'aide humanitaire en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH)** dans toute la bande de Gaza, par le biais des mécanismes établis des Nations unies (ONU) et des organisations non gouvernementales internationales (ONGI); et demande **un financement** flexible et durable tant pour les besoins immédiats en matière de WASH que pour la restauration des systèmes et la reconstruction à plus long terme de Gaza.

4 Emanuel Fabian, "Le ministre de la Défense annonce un "siège total" de Gaza: pas d'électricité, de nourriture ni de carburant", *The Times of Israel*, 9 octobre 2023, https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/defense-minister-announces-complete-siege-of-gaza-no-power-food-or-fuel/.

5 Gianluca Pacchiani, « Le chef du COGAT s'adresse aux Gazaouis: "Vous vouliez l'enfer, vous aurez l'enfer", *The Times of Israel*, 10 octobre 2023, https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/cogat-chief-addresses-gazans-you-wanted-hell-you-will-get-hell/.

6 Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), CIJ, ordonnance du 28 mars 2024, <https://www.icj-cij.org/node/203847>. Disposition opérative enjoignant Israël à "prendre toutes les mesures nécessaires et efficaces pour garantir, sans délai et en pleine coopération avec les Nations Unies, la fourniture sans entrave et à grande échelle (...) des services de base et de l'aide humanitaire dont le besoin se fait urgemment sentir, notamment la nourriture, l'eau, l'électricité, le carburant, les abris, les vêtements, les produits d'hygiène et d'assainissement, ainsi que les fournitures médicales et les soins médicaux aux Palestiniens dans toute la bande de Gaza".



©Nour Alsaqaq/MSF

Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur les données recueillies par MSF et issues des activités médicales de nos centres de soins de santé primaires du gouvernorat de Khan Younis, de notre chaîne d'approvisionnement, et des incidents de sécurité que nous avons enregistrés, couvrant la période de janvier 2024 à décembre 2025; ainsi que sur les données relatives aux points de production et de distribution d'eau de MSF (emplacement et quantité) en 2025.

Il repose aussi sur des entretiens menés entre septembre et décembre 2025 avec des membres clés du personnel national et international de MSF occupant des fonctions essentielles dans les domaines des soins médicaux, de l'eau et de l'assainissement, de l'approvisionnement et des opérations à l'intérieur de Gaza.

Ce rapport s'appuie également sur 15 entretiens et des discussions de groupe avec 41 personnes auxquelles MSF prodigue des soins et membres du personnel dans les centres de santé gérés ou soutenus par MSF, ainsi que dans les campements de personnes déplacées situés à proximité. Ces entretiens ont été menés au cours des derniers mois de 2025 dans toute la bande de Gaza.

Comment l'obstruction de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène engendre des conditions d'existence destructrices pour la population palestinienne à Gaza

En raison de la destruction et des attaques menées par les autorités israéliennes contre les infrastructures WASH, de l'entrave à l'accès des acteurs humanitaires, du déplacement forcé de la population et du blocage des approvisionnements WASH, les habitants de Gaza sont privés d'accès aux services les plus élémentaires et vivent dans des conditions inhumaines, avec des conséquences évidentes sur leur vie, leur santé, leur dignité et leur sécurité. Le rapport de MSF "Life in a Death Trap", publié en décembre 2024, documentait déjà les effets dévastateurs du manque d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour la population de Gaza; plus d'un an plus tard, la population en souffre toujours.

1. Manque d'accès à l'eau

Des quantités d'eau insuffisantes pour couvrir les besoins

La population palestinienne de Gaza peine depuis plus de deux ans à accéder à suffisamment d'eau. En août 2025, les Nations Unies (ONU) ont constaté que la moitié des foyers n'avaient pas accès à assez d'eau potable pour répondre aux besoins minimaux d'urgence, et que plus d'un quart d'entre eux ne disposaient pas de suffisamment d'eau à usage domestique, ce qui affectait directement leur capacité à maintenir leur hygiène⁷. De mai à novembre 2025, 21% des distributions d'eau organisées par MSF se sont terminées, le camion-citerne vidé, alors que des gens attendaient toujours dans l'espoir de recevoir de l'eau. Les besoins sont tout simplement plus grands que la quantité qui parvient à la population.

Saber est un patient de 28 ans admis dans l'un des hôpitaux de MSF à Deir al-Balah. Il nous a expliqué que sa tente avait été touchée par une roquette israélienne, tuant sa fille et lui faisant perdre l'usage de ses deux jambes. Il se souvient des difficultés qu'il a rencontrées pour se procurer de l'eau:

/// Des camions-citernes sont venus au camp. Avant d'être blessé par la roquette, j'étais allé faire le plein d'eau. De l'eau était livrée au camp, mais ce n'était pas suffisant. Nous remplissons de petits récipients et attendions que d'autres camions arrivent. Il nous fallait au moins quatre camions-citernes par jour pour répondre aux besoins de tout le camp et des tentes voisines. Quand nous n'avions pas assez d'eau, boire devenait la priorité absolue. Le plus important était mes filles, car elles avaient besoin d'eau. Certaines familles se privent de nourriture pour donner de l'eau à leurs enfants. ///

Les gens limitent leurs activités quotidiennes pour économiser le peu qu'ils ont. Nos patients disent que l'hygiène est souvent la première chose à être délaissée; Ziyad, hospitalisé après avoir été blessé par balle par quelqu'un qu'il a identifié comme étant un tireur des forces israéliennes, a déclaré à MSF:

/// Nous arrêtons de laver la vaisselle, nous limitons l'eau pour la cuisine, nous arrêtons de laver les vêtements et les articles ménagers dans la tente. ///



©Laureline Lasserre

7 Cluster WASH Palestine. Évaluation conjointe WASH, 3e cycle, août 2025, <https://drive.google.com/file/d/11O8jWxGoWdusAp5u-Mi-7ipWG8nGCspO/view>, p. 21



Les gens ont du mal à accéder à l'eau disponible

Trouver de l'eau est devenu un aspect crucial et chronophage de la vie quotidienne. Les habitants s'approvisionnent en eau grâce à des camions-citernes fournis par des organisations non gouvernementales (ONG) internationales, des municipalités soutenues par le secteur humanitaire ou des entreprises privées, qui pompent l'eau de forages pour la dessaler et la traiter. Lorsque l'eau acheminée par camion est insuffisante ou n'arrive pas en raison des ordres dits "d'évacuation" des forces israéliennes et/ou de l'insécurité, les habitants sont contraints de compter sur l'eau provenant des canalisations endommagées ou des forages restants, qui peuvent être contaminés par l'eau de mer et les eaux usées. Se procurer de l'eau demande du temps et de l'énergie, ce qui constitue un obstacle majeur à un accès suffisant.

1. Le premier défi concerne l'emplacement des points d'accès à l'eau.

Les camions-citernes qui atteignent les abris ou les camps remplissent parfois des réservoirs d'eau communautaires. Cependant, il y a trop peu de réservoirs disponibles et cette méthode nécessite un niveau d'organisation qui est souvent impossible car les personnes n'ont pas été déplacées avec leurs communautés. En raison des restrictions israéliennes, il n'y a pas non plus suffisamment de tuyaux pour pouvoir créer des réseaux de distribution. Par conséquent, les acteurs du secteur WASH installent leurs points de distribution dans la rue, là où il y a assez d'espace. Ces points ne sont pas forcément à proximité des logements de fortune des personnes déplacées.

2. Le deuxième défi réside dans la rareté de l'accès à l'eau.

Pour beaucoup, il est crucial de ne pas manquer le passage des camions-

citernes pour remplir leurs récipients. C'est trop souvent cela qui les réveille le matin et qui conditionne leur journée ou leur semaine.

3. Le troisième défi est le temps nécessaire

pour se rendre à un point de distribution d'eau, attendre le camion, remplir ses récipients et retourner à sa tente ou à son abri. Cela demande entre 15 minutes et une heure – souvent environ 30 minutes, et parfois beaucoup plus⁸. Plus il faut de temps pour accéder à l'eau, moins les gens sont susceptibles de s'y rendre assez souvent et d'en rapporter en quantité suffisante pour subvenir à leurs besoins. La distance jusqu'aux points de distribution d'eau, le temps passé à attendre les camions (les gens essaient d'arriver tôt pour ne pas rater leur tour) et le temps nécessaire pour remplir les récipients, souvent dans des endroits bondés, peuvent allonger encore davantage le temps d'accès à l'eau.

⁸ Selon l'échelle de l'eau du JMP (Programme mixte OMS/UNICEF), si l'eau potable n'est pas disponible sur place et au moment où elle est nécessaire, il ne s'agit pas d'un service d'eau potable géré de manière sûre. Si un aller-retour pour aller chercher de l'eau prend 30 minutes ou moins, le service est classé comme un service d'eau potable de base; s'il prend plus de 30 minutes, il est classé comme un service limité (voir <https://washdata.org/topics/drinking-water>). Selon le WASH Cluster, en août 2025, 28% des ménages dépendaient d'un service limité, avec un trajet de plus de 30 minutes (https://drive.google.com/file/d/1108jWxGoWdusAp5u-Mi-7ip-WG8nGCspO/view_p.28).

4. **La quatrième difficulté consiste à transporter les récipients lourds** jusqu'aux tentes ou aux abris. Cela est physiquement éprouvant, en particulier pour les personnes blessées, malades ou en situation de handicap, ainsi que pour les personnes très jeunes, physiquement fragiles ou âgées. Les familles préfèrent souvent envoyer leurs hommes en bonne santé chercher de l'eau, mais ces derniers sont souvent déjà chargés de trouver des revenus, de la nourriture et du bois de chauffage. Cela oblige les personnes les plus vulnérables à y aller à leur place, ou à se contenter de moins d'eau.

5. **Un autre obstacle à l'accès à une quantité suffisante d'eau potable réside dans la capacité de stockage.** Les jerricans et les réservoirs d'eau manquent, ce qui oblige les gens à réutiliser de vieilles bouteilles d'eau ou d'huile, ou tout autre récipient à leur disposition. Cela limite la quantité d'eau qu'ils peuvent obtenir et utiliser entre deux moments d'approvisionnement. De nombreuses zones ne peuvent pas être desservies quotidiennement par les camions-citernes: par exemple, en novembre 2025, des patients de MSF de la ville de Gaza ont

expliqué que tout leur quartier dépendait d'un seul forage, de sorte que chaque famille n'avait accès à l'eau que pendant une demi-heure tous les 8 à 10 jours; ou qu'en raison de l'incursion terrestre israélienne de septembre à octobre, le départ des organisations du secteur WASH et l'étendue de la destruction avaient limité leur accès à l'eau à une ou deux fois par semaine seulement.

6. **Certaines personnes doivent acheter de l'eau** – mais son coût est devenu prohibitif. Alors qu'avant octobre 2023, les gens payaient 25 shekels à des prestataires privés pour faire remplir un réservoir de 1 000 litres d'eau potable chez eux, ils doivent désormais payer au moins 150 shekels (48 USD ou 41 EUR) [à la fin janvier 2026] s'ils ne disposent pas d'un fournisseur public ou humanitaire gratuit à proximité. Il s'agit d'une augmentation de 500 %, ce qui est inabordable pour la plupart des gens qui ont perdu leurs moyens de subsistance et leurs économies. Ahmed, 35 ans, a été blessé à la jambe après qu'un camion a percuté sa boutique alors que des gens tentaient désespérément de s'en approcher.

/// *L'eau potable n'est pas toujours accessible", nous a déclaré Ahmed, "alors parfois, nous devons l'acheter. Nous avons aussi du mal à disposer de suffisamment d'eau pour laver les enfants, faire la vaisselle et la lessive. Nous sommes frustrés car nous devons subvenir à nos besoins quotidiens. [À cause de ma blessure], je ne peux plus travailler, je dois donc l'acheter avec mes économies. ///*



©Laureline Lasserre

2. Absence de conditions d'hygiène de base

Les équipes de MSF constatent directement comment la campagne israélienne de destruction des infrastructures, de blocage des équipements sanitaires et de déplacements forcés massifs a instauré des conditions sanitaires désastreuses. Il ne reste presque plus rien des toilettes et des réseaux d'égouts, et les déchets solides s'accumulent.

Accès aux toilettes

Dans une clinique installée dans un camp de déplacés à Al Qarara, près de Khan Younis, fin octobre 2025, un groupe de femmes discutait de la façon dont même des gestes aussi élémentaires que d'aller aux toilettes a changé depuis le 7 octobre 2023.

- "Nous sommes sept dans notre tente, et nous y avons nos toilettes", a expliqué Kholoud. "On a creusé un trou dans le sable. Ce qui est normal, c'est d'avoir des toilettes, des toilettes propres. Maintenant, on a un trou dans le sol et il n'y a pas de désinfectant. Ce trou se trouve à côté du puits, à côté de nos matelas... C'est pour ça qu'on vient tout le temps chez MSF – les enfants tombent tout le temps malades."
- Aseel a poursuivi: "Si vous vivez dans une tente, vous avez de la chance si vous disposez d'une latrine familiale; sinon, vous devez faire la queue pendant des heures pour aller aux toilettes. Et encore, à condition d'être assez en forme; qu'en est-il des personnes âgées?"
- "L'hiver arrive..." , a souligné Shireen. "Je vis dans un camp et ils ont installé des toilettes dans une tente. Je dois marcher longtemps pour y accéder. En tant que femme âgée, j'ai du mal à m'y rendre. Quand il pleuvra, ce sera encore plus difficile: il n'y a pas de toit, et ça va être inondé."

Les gens utilisent des latrines de fortune – des trous creusés dans le sol qu'ils rendent plus confortables avec ce qu'ils peuvent trouver et se permettre: une dalle ou des morceaux de bois pour s'accroupir, ou plus rarement, une chaise ou une structure semblable à une chaise pour s'asseoir. Le tout est ensuite entouré de matériaux comme des bâches en plastique ou des couvertures pour un semblant d'intimité. Bien que certaines latrines aient été fournies par des organisations humanitaires, les besoins sont bien plus grands.

Les familles qui n'ont pas réussi à trouver un appartement ou un hébergement collectif construisent une latrine dans ou autour de leur tente, ou en partagent une avec leurs voisins. Elles sont contraintes de vivre avec les odeurs, l'inconfort et l'entretien constant. Une fois qu'un trou est plein, elles doivent en creuser un autre.

La pluie affaiblit les infrastructures sanitaires de fortune

À Gaza, avec l'hiver viennent les pluies. L'absence d'abris adéquats et de solutions d'assainissement entraîne le **débordement** des fosses septiques. En novembre 2025, pour la troisième année consécutive, de fortes pluies ont inondé les tentes de la population de Gaza déplacée, transformant le sable en boue et propageant les bactéries des latrines dans les habitations et les puits.

Comme la plupart des établissements de santé ont été détruits ou sont inaccessibles, MSF a installé des structures temporaires dans des tentes, qui ont elles aussi été inondées – notamment notre hôpital de campagne à Deir al-Balah, nos centres de soins de santé primaires à Al-Attar et Al-Mawasi (gouvernorat de Khan Younis), ainsi qu'une extension du service de pédiatrie de l'hôpital Nasser. Si des infrastructures fonctionnelles avaient permis d'évacuer l'eau, cela ne se serait jamais produit.

Déchets solides

La destruction des infrastructures, le manque de camions en état de marche et de carburant, le déplacement de la population vers de nouvelles zones et la perte d'accès aux sites de gestion des déchets ont entraîné une accumulation de déchets solides. Ces déchets attirent et aggravent la prolifération d'**insectes et animaux nuisibles et des rongeurs**, alors que les produits qui permettraient leur contrôle ne sont pas disponibles.

Les gens fouillent les déchets à la recherche de nourriture ou de matériaux à brûler, au risque d'être exposés à des bactéries et à des objets dangereux. Ce problème est trop vaste pour être résolu par les seules ONG humanitaires – il nécessite un renforcement des capacités locales de collecte et de gestion des déchets, ce qui n'est pas possible en raison du manque d'équipements fonctionnels, de pièces de rechange et de carburant, dont l'entrée est bloquée.



3. Manque d'accès à une hygiène adéquate

Au milieu des ruines de Gaza, les gens font de leur mieux pour maintenir l'illusion d'une vie normale: ils veillent à leur hygiène personnelle, lavent leurs vêtements et gardent leur espace de vie aussi propre que possible. L'ami d'une collègue lui a demandé en plaisantant si elle avait fini de nettoyer et de ranger, afin que, lorsque le prochain missile tombera, il sache qu'elle est une "bonne ménagère". Cet humour noir révèle la résilience des femmes de Gaza face au défi extraordinaire que représente le maintien d'une hygiène adéquate dans ces conditions.

Le **savon** est souvent un produit de luxe à Gaza, le blocus israélien ayant fortement limité son accès au marché et sa distribution par les organisations humanitaires. Pendant les périodes de siège total, comme celle du 2 mars au 18 mai 2025, alors que les autorités israéliennes n'autorisaient aucune entrée de marchandises à Gaza, il n'y avait ni savon, ni shampoing, ni lessive disponibles et les gens ont dû se rabattre sur des solutions maison, l'utilisation d'autres produits comme le dentifrice, ou, pour la plupart, ne rien utiliser du tout. Lorsque certains produits d'hygiène ont finalement été autorisés, leur acheminement était trop sporadique et les quantités trop faibles pour répondre aux besoins. Les organisations humanitaires n'ont pas pu en distribuer suffisamment pour combler le manque, et les prix sur le marché ont explosé: "À un moment donné, on est arrivé à 40 shekels [12 dollars US] la pièce", déclare Ahmed, un patient de MSF âgé de 35 ans, en novembre 2025. Même si les prix ont baissé depuis les pires moments de la guerre, le savon reste hors de portée pour beaucoup de gens. "Nous n'avons pas de savon, nous nous lavons simplement à l'eau", dit de son côté Faisal, un patient de MSF âgé de 26 ans. "Parce qu'il n'y a pas d'argent, pas d'emploi. Un savon coûte désormais 10 shekels [3 dollars] – avant la guerre, il coûtait 1 shekel [0,32 dollar]."

Le manque de savon, combiné au manque d'eau, rend difficile le maintien d'une bonne hygiène: "Quand l'eau est plus accessible, nous prenons une **douche** tous les deux jours. Quand c'est difficile, nous nous douchons une fois par semaine", regrette Faisal.

Les habitants de Gaza sont également privés d'autres produits d'hygiène depuis plus de deux ans. L'absence de produits de première nécessité comme les couches peut transformer une tâche quotidienne normale en une épreuve pénible et alourdir le fardeau des soins qui repose souvent sur

les épaules des **femmes**. Notre collègue Rana, âgée d'une cinquantaine d'années et qui s'occupe d'un membre âgé de sa famille, s'est dite consternée par la rareté de ces produits: "Les gens ont besoin de **couches** pour les enfants et les adultes en situation de handicap. "Devoir fabriquer des couches tous les jours est épuisant. Amal, une femme de 34 ans dont l'enfant est hospitalisé dans un établissement soutenu par MSF, a dû faire de même pour son bébé: "Nous avons dû découper nos propres chemises et des sacs en plastique pour fabriquer des couches pour nos enfants. Cela leur donne des éruptions cutanées. Les produits de première nécessité pour bébés sont tellement chers – les couches coûtent 400 shekels [123 dollars US]."

Au 4 décembre 2025, les prix ont baissé à environ 40-60 shekels [12-19 dollars US] pour le lait en poudre et 20-30 shekels [6-9 dollars US] pour les couches – une amélioration, mais qui **n'aurait pas été nécessaire si l'approvisionnement n'était pas restreint.**"

Outre les difficultés rencontrées pour accéder à une quantité suffisante d'eau potable, il est également difficile de préserver la propreté de cette eau. Avant la guerre, les habitants disposaient de réservoirs de stockage adaptés, avaient accès à des produits d'hygiène et avaient les moyens de remplacer régulièrement leurs récipients. Aujourd'hui, ils utilisent **des jerricans et des récipients réemployés** pour stocker et transporter l'eau. La plupart sont vieux et abîmés, et sont réutilisés à maintes reprises pour l'eau potable, l'eau domestique, voire pour le diesel ou des produits chimiques. L'exposition au soleil aggrave le problème, car les récipients sont souvent laissés à l'extérieur des tentes et exposés à la chaleur, ce qui provoque la dégradation du plastique et libère dans l'eau des substances chimiques nocives. L'eau devrait également contenir un peu de chlore résiduel pour rester propre, mais un contact prolongé peut dégrader le plastique non réutilisable, rendant l'eau conservée dans ces récipients impropre à la consommation. Par ailleurs, le chlore, indispensable pour stériliser l'eau et les récipients, est difficile à trouver car il est souvent bloqué par les autorités israéliennes. Sans chlore ni produits d'entretien, les gens ne peuvent pas désinfecter correctement les récipients, la vaisselle et les ustensiles. Certaines familles utilisent du sable pour nettoyer leurs ustensiles de cuisine, sans savon ni eau en quantité suffisante.

©Laureline Lasserre





4. Comment la population palestinienne à Gaza est affectée par la restriction d'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène

Conséquences sur la santé

MSF a constaté à quel point la privation d'eau potable en quantité suffisante ainsi que les mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène ont un impact évident sur la santé des habitants de Gaza. En 2024 et 2025, dans les centres de santé primaires de MSF, les principales maladies que les équipes traitent chez les patients sont les infections respiratoires, les maladies de la peau et les maladies diarrhéiques. Le personnel de MSF traite beaucoup plus de ces problèmes de santé qu'avant 2023, en raison de la détérioration soudaine des conditions de vie.

Une enquête menée auprès de 1 073 foyers composés de membres du personnel de MSF ou de leurs familles élargies a révélé que, au cours du mois précédant l'entretien, des maladies gastro-intestinales avaient touché près d'une personne sur quatre (23%) parmi les personnes interrogées entre mai et août 2025. Ces maladies concernaient une proportion bien moindre de la population interrogée dans l'enquête menée de fin janvier à fin mars 2025 – une période coïncidant avec le cessez-le-feu de janvier-mars, durant lequel Israël a autorisé l'entrée à Gaza d'un plus grand nombre de fournitures, notamment de produits d'hygiène. Les problèmes cutanés ont touché 3% des ménages au cours de la même période, et 8 à 9% entre mai et août 2025. Les infections des voies respiratoires supérieures ont touché 21 à 22% des ménages entre mai et août 2025, et 27% entre fin janvier et mars 2025.

Les maladies diarrhéiques sont notamment liées au manque d'eau et de savon, car les personnes sont contraintes de consommer et d'utiliser de l'eau contaminée, et de se laver les mains et de nettoyer leurs effets personnels moins fréquemment et sans les produits adéquats. Dans les centres de soins de santé primaires gérés par MSF d'Al-Attar et d'Al-Mawasi, la diarrhée et d'autres maladies digestives ont représenté plus de 8% des consultations en 2025. MSF a constaté une augmentation du nombre de personnes tombant malades dans les zones et lors des déplacements vers des zones restreintes, comme en septembre et octobre 2025, lorsque la population de la ville de Gaza a reçu l'ordre de partir et a été déplacée vers des campements informels déjà surpeuplés à Khan Younis et Deir al-Balah. Rien qu'en octobre 2025, MSF a traité 1 077 cas de diarrhée non sanglante et 44 cas de diarrhée sanglante dans ces deux cliniques seulement, toutes deux situées au sud du gouvernorat de Khan Younis – une infime partie des cas recensés dans la bande de Gaza. Les déplacements forcés ont accru la demande en eau, et les camions-citernes n'ont pas pu répondre à cette demande, obligeant les gens à recourir à d'autres sources d'eau non potable. "Tout le monde tombe malade, surtout les enfants", a déclaré Omar, un patient qui a contracté une diarrhée après avoir bu l'eau d'un puits.

L'assainissement et l'hygiène jouent également un rôle essentiel dans la propagation des maladies: "Par exemple, j'ai vu des gens fouiller dans les déchets, y compris les déchets médicaux, au risque de se blesser avec des aiguilles ou de contracter des infections cutanées", a déclaré Mo'men, responsable médical de MSF pour les soins de santé primaires. "Les gens sont également exposés aux matières fécales humaines parce qu'ils fouillent dans les déchets, par contact direct, ou parce qu'ils ne peuvent pas se laver les mains avec du savon après être allés aux toilettes et qu'ils utilisent ensuite leurs mains pour manger, entrant ainsi en contact indirect avec les bactéries. Cela provoque des diarrhées ou des gastro-entérites." La seule raison pour laquelle Gaza n'a pas encore été confrontée à une épidémie de choléra est que la bactérie n'a pas été introduite dans la bande de Gaza. Si la bactérie pénétrait à Gaza, tous les experts en santé s'accordent à dire que cette maladie mortelle se propagerait extrêmement rapidement en raison de la destruction des systèmes d'eau et d'assainissement de la bande de Gaza, et que le système de santé aurait du mal à y faire face. Ce serait une catastrophe.

Les enfants, ainsi que les femmes enceintes ou qui allaitent, sont particulièrement vulnérables aux effets de la diarrhée. L'eau, l'hygiène et la malnutrition sont des problèmes étroitement liés, ce dont MSF a été directement témoin ces deux dernières années à Gaza. Dans nos deux principales cliniques de soins de santé primaires, plus de 60% des cas de diarrhée en 2025 concernaient des enfants de moins de 15 ans. Les femmes enceintes se présentent à MSF avec de la diarrhée aiguë en raison du manque d'eau potable et d'hygiène. La diarrhée rend ces patientes plus vulnérables à la malnutrition, et la malnutrition les rend sujettes à la diarrhée. La perte de poids qui en résulte affecte leur grossesse et peut entraîner des naissances



©Nour Alsaqqa/MSF

prématurées. Les femmes retournent ensuite vivre dans les mêmes conditions et tombent à nouveau malades. La perte de nutriments due à la déshydratation les empêche d'allaiter suffisamment, ce qui entraîne la malnutrition de leurs bébés. Le lait maternisé nécessite également des conditions sanitaires adéquates, notamment de l'eau propre pour le préparer et de l'eau bouillie pour stériliser les biberons, ce qui oblige les gens à trouver du bois pour faire du feu.

Parmi **les problèmes cutanés** constatés par MSF figurent les plaies infectées, l'impétigo (une infection bactérienne très contagieuse, en particulier dans les environnements surpeuplés où l'accès aux produits d'hygiène est limité), la gale et les poux. En 2025, les affections cutanées représentaient près de 18% des consultations de soins de santé primaires assurées par MSF à Khan Younis. L'environnement créé par la campagne génocidaire menée par Israël a rendu ces problèmes cutanés bien plus fréquents qu'avant octobre 2023, et les enfants y sont particulièrement vulnérables. Les plaies et les affections cutanées peuvent facilement s'infecter car les gens n'ont pas les moyens de les garder propres: eau potable, savon, fournitures de base pour désinfecter et panser les plaies, et gaze sont souvent indisponibles ou inabordables. L'accès à des articles tels que la gaze reste difficile même pour les établissements de santé.



©Nour Alsaqqa/MSF

Les conditions de vie aggravent la situation sanitaire, en particulier dans les tentes et les espaces surpeuplés exposés à la chaleur, au froid et à l'humidité. "Les enfants, souvent sans chaussures car elles sont trop chères, jouent dans le sable et la saleté", explique un médecin de MSF.

/// Les gens vivent dans des tentes à même le sol, et la saleté s'infiltré dans les plaies. Parfois, on y trouve des insectes ou des larves. Les gens développent également des éruptions cutanées dues à l'environnement et au manque général d'hygiène. Et la gale et les poux se propagent très rapidement - notre dernière boîte de traitement contre les poux nous a duré trois jours ! Nous désinfectons et soignons les gens, et ils retournent dans leurs tentes pour revenir vers nous dans le même état. ///

Les températures hivernales affectent également l'hygiène, car les gens ont tendance à se laver et à laver leurs vêtements et leurs draps moins souvent, pour éviter l'exposition au froid.

Dans une évaluation de la santé sexuelle et reproductive menée fin 2024, MSF a constaté que **les femmes ayant accouché par césarienne** signalaient des problèmes tels que des infections, une inflammation des plaies et des retards de cicatrisation, notamment en raison de la difficulté à maintenir une bonne hygiène due au manque d'eau potable et au coût élevé des produits d'hygiène.

Les conditions de vie imposées à la population palestinienne à Gaza contribuent également à la quantité élevée **d'infections des voies respiratoires** prises en charge par MSF, qui ont représenté près de 17% des consultations dans nos centres de santé de Khan Younis en 2025. Le fait de vivre dans

une promiscuité extrême sans accès à des conditions d'hygiène adéquates favorise la propagation rapide des virus, et la fumée des feux allumés pour cuisiner et se réchauffer irrite les voies respiratoires. Cette fumée peut être particulièrement néfaste pour la santé; en l'absence de gaz pour cuisiner, et face à la pénurie de combustible, les gens brûlent du bois lorsqu'ils en ont les moyens, certains en venant même à brûler des déchets.

Le manque d'eau, d'assainissement et d'hygiène à Gaza a également un impact considérable sur **la santé mentale** des personnes. Saber, qui a perdu sa fille de 10 ans lorsque la tente familiale a été frappée dans un camp de déplacés, se souvient que malgré son jeune âge, elle pensait tout le temps à l'eau:

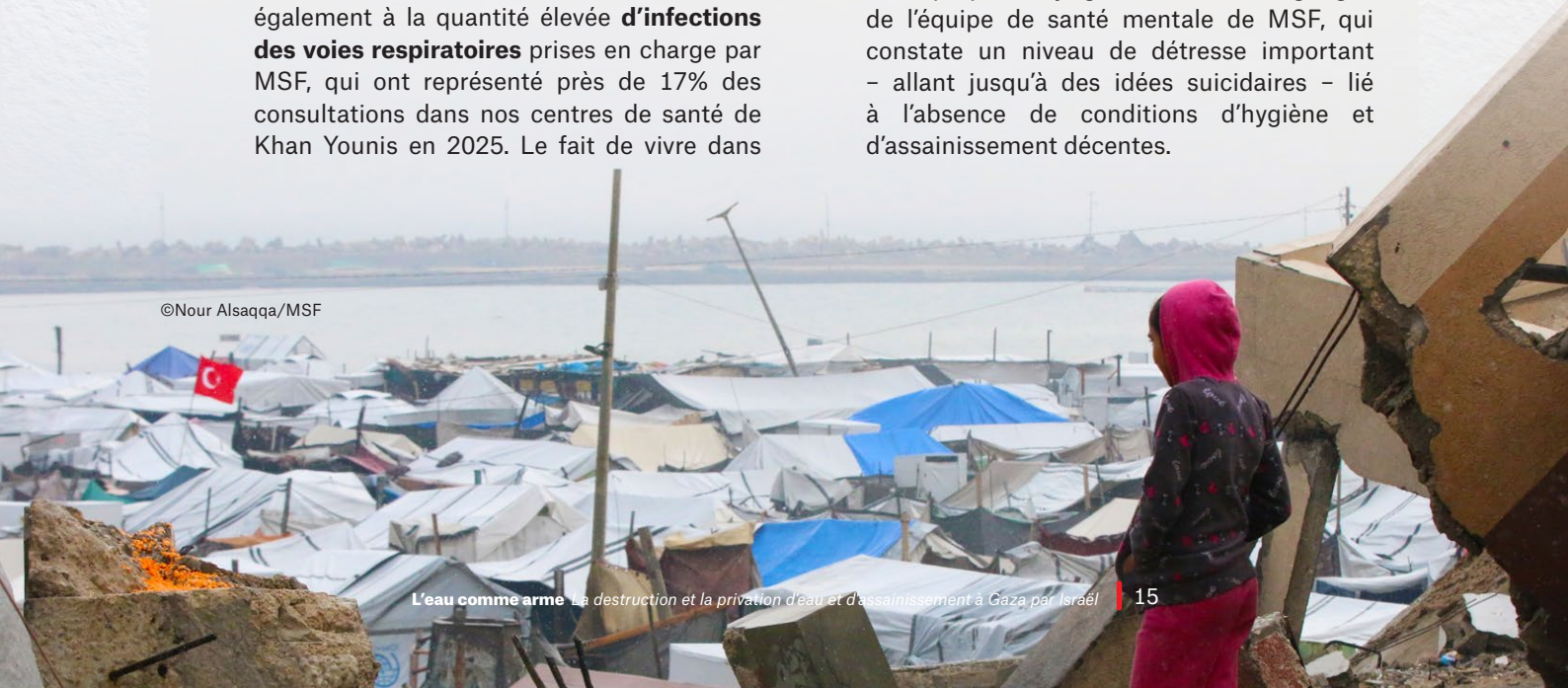
/// Quand le camion-citerne arrivait, elle prenait les récipients pour aller chercher de l'eau et me disait: "Le camion est là, allons les remplir." Elle pensait aussi à remplir les réserves d'eau salée. D'habitude, les enfants pensent à jouer. Mais elle, elle s'inquiétait pour ça. ///

Dina, une employée de MSF d'une trentaine d'années, nous confie:

/// Ma famille et moi avons été déplacés 12 fois et nous n'avons pas pu accéder à l'eau pour nous laver pendant près de deux mois. Nous n'avons pas assez d'eau pour boire et pour faire les choses les plus élémentaires; nous ne pouvons même pas rêver d'une vraie douche. Nous souffrons d'infections cutanées, de gale et de poux; cela a un impact émotionnel énorme. ///

Ses propos rejoignent les témoignages de l'équipe de santé mentale de MSF, qui constate un niveau de détresse important - allant jusqu'à des idées suicidaires - lié à l'absence de conditions d'hygiène et d'assainissement décentes.

©Nour Alsaqqa/MSF



Impacts sur la dignité

La notion de dignité revient souvent dans les conversations sur l'eau et l'assainissement avec les Gazaouis. Le choc de passer soudainement d'une maison à une tente ou un abri avec des milliers d'autres personnes déplacées dans de mauvaises conditions affecte clairement le bien-être des gens.

La question de l'intimité est également une préoccupation majeure. Bisan, 22 ans, explique que "les femmes appréhendent d'utiliser la douche de fortune" dans le campement de tentes improvisé où elle vit actuellement, car "les bâches en plastique ne masquent pas entièrement [leur] corps". Dans un camp où MSF dispense des soins, un homme nous a confié: "Ce n'est pas sécuritaire pour les femmes de vivre ainsi; il n'y a aucun espace où elles peuvent s'isoler des hommes, aucun endroit pour se déshabiller, aucune intimité et les toilettes ne sont pas convenables."

Le manque **d'hygiène personnelle affecte le sentiment de dignité des personnes, en particulier dans les contextes sociaux**. MSF a reçu des patients qui ont tardé à se faire soigner pour la gale, les poux et des infections cutanées par crainte d'être jugés.

Un acte aussi simple que d'aller aux **toilettes** est devenue une source de détresse. Les personnes que MSF soigne décrivent un sentiment de malaise lorsqu'ils doivent attendre plus d'une heure pour utiliser des toilettes communes dans un abri collectif ou partager des latrines de fortune avec des inconnus, et ressentent du stress lorsque des files d'attente se forment autour des latrines du camp et que les gens s'agitent.

La situation est encore pire pour **les personnes âgées ou en situation de handicap**, y compris celles souffrant de blessures qui limitent leur mobilité. Beaucoup sont incapables d'utiliser les toilettes seules. Hamza, qui est aveugle, explique:

/// Avant la guerre, nous [les personnes handicapées] souffrions déjà. Vivre sous une tente ajoute une couche supplémentaire de souffrance. Pour les personnes à mobilité réduite, tout est un obstacle: le sol est criblé de trous, jonché de débris et d'eaux usées; on ne peut pas avancer, surtout quand on est aveugle. Nous avons constamment besoin de l'aide des autres - pour aller chercher les jerricans d'eau... et nous n'avons pas de toilettes adaptées aux personnes handicapées. Cela multiplie la souffrance par dix. ///

Islam, 26 ans, a expliqué à MSF qu'il ne peut plus aller chercher de l'eau pour sa famille car il a perdu ses jambes dans une frappe sur sa tente. Il doit trouver un autre endroit où vivre car il ne peut plus utiliser la latrine de fortune dans la tente de sa famille.

Un coup porté à la dignité des femmes: l'hygiène menstruelle et postnatale

Il est difficile de **se doucher** pendant et après les règles. Certaines femmes se résignent à se baigner dans la mer, bien que les forces israéliennes en interdisent l'accès et tirent régulièrement sur les gens. D'autres sont contraintes de renoncer à se laver, comme Rana: "Dans notre religion, à la fin de ses règles, il faut prendre une douche. Il n'y a pas d'eau potable ni pour les besoins essentiels - comment pourrais-je prendre une douche? Avec ma famille déplacée, nous n'avons pas eu accès à l'eau pour l'hygiène pendant 50 jours."

L'accès aux serviettes hygiéniques est devenu un sujet de conversation courant. Avec les restrictions imposées par les autorités israéliennes sur l'aide humanitaire et les camions privés, l'accès aux serviettes hygiéniques oscille entre difficile et impossible. Elles sont actuellement plus faciles à trouver sur le marché local, mais leur prix est trop élevé pour de nombreuses familles. Elles sont parfois distribuées par des organisations humanitaires, mais les quantités offertes sont trop limitées. Fin 2025, de nombreuses femmes ont déclaré à MSF qu'elles devaient souvent utiliser et réutiliser n'importe quel tissu à leur disposition. Sans accès à des soins appropriés, cela accroît le risque d'infections du périnée et des voies urinaires, certaines femmes en venant à utiliser du sel et de l'eau pour tenter de se soigner. Rachel, une représentante des femmes de son camp de personnes déplacées, explique que sans suffisamment de serviettes hygiéniques et de douches, "l'odeur devenait si forte que les personnes assises autour de nous ne pouvaient pas la supporter" (novembre 2025).

Le sentiment de dignité des femmes est également affecté **à la suite d'un accouchement**. Un collègue de MSF se souvient de femmes refusant de quitter l'hôpital après avoir accouché, car il n'y avait pas d'espace privé pour allaiter ni de possibilité de se doucher dans leurs tentes.

Le niveau d'indignité que subissent aujourd'hui les femmes à Gaza était inimaginable il y a encore quelques années, mais constitue désormais une offense quotidienne pour les Palestiniennes. Les infrastructures civiles et les fournitures humanitaires doivent être protégées - et non utilisées comme armes pour nuire à la population.



Conséquences sur la sécurité

L'accès limité à l'eau auquel la population fait face depuis plus de deux ans a contraint la plupart des gens à marcher pour aller chercher de l'eau auprès des camions-citernes. Les besoins élevés, l'approvisionnement en eau limité et la destruction des réseaux de distribution force les gens à se rassembler pour recevoir de l'eau, et les personnes présentes aux points de distribution peuvent présenter des signes d'énerverment, ce qui conduit parfois à des bagarres. Ces risques pourraient être atténués si l'on pouvait apporter davantage d'eau, installer davantage de réservoirs communautaires (ce qui éviterait aux gens de se précipiter et de parcourir de longues distances pour s'approvisionner) et aussi réparer les infrastructures hydrauliques – mais tout cela est bloqué par les restrictions d'accès à l'aide humanitaire imposées par le gouvernement israélien.

Cela engendre des risques pour la sécurité, en particulier pour les personnes handicapées ou blessées, les personnes âgées, les femmes et les enfants, qui disposent de moins d'espace social et/ou de capacités physiques pour se défendre contre l'intimidation et la violence physique. Des femmes ont déclaré à MSF qu'elles ne pouvaient pas aller chercher de l'eau parce qu'elles étaient enceintes ou qu'elles ne se sentaient pas en sécurité, mais certaines n'ont pas le choix car leur mari a été tué ou blessé. Plusieurs personnes expliquent qu'elles doivent se résoudre à y envoyer leurs enfants parce qu'elles n'ont personne

d'autre. De mai à novembre 2025, MSF a constaté que 60% des distributions d'eau accueillent un nombre à peu près égal d'enfants, de femmes et d'hommes venus chercher de l'eau; dans 26% des cas, un mélange d'hommes et d'enfants. Les hommes ne représentaient la majorité que dans 13% des cas.

Les dangers auxquels les enfants sont confrontés lorsqu'ils vont chercher de l'eau incluent :

- **La peur et l'intimidation.** Une fillette de 12 ans a expliqué à MSF que lorsqu'elle attrape les tuyaux du camion-citerne pour remplir son jerrican, des hommes plus âgés lui crient dessus. Avec sa sœur de 15 ans, elle a pour tâche d'aller chercher de l'eau du fait que leur père a été tué.
- **Se perdre.** En raison des destructions généralisées et des déplacements forcés loin de leur région d'origine, les enfants peuvent ne pas reconnaître leur environnement et ne pas être en mesure de retrouver le chemin qui les ramènera auprès de leur famille. "Nous les cherchons toute la nuit", a déclaré Wafa, une femme de 46 ans, dans un hôpital de MSF.
- **Blessures physiques.** Certains enfants ont confié à MSF qu'ils ressentaient des tensions physiques au niveau du dos et de la nuque après avoir porté de lourds jerricans; d'autres ont raconté que leurs vêtements avaient été déchirés et qu'ils avaient été blessés lors des distributions.

© Nour Alsaqa/MSF



De plus, des personnes et des services civils, comme l'approvisionnement en eau, ont été **attaqués** à Gaza. En août 2025, une jeune fille a été blessée par balle aux côtes et un homme blessé à la main lors d'une distribution d'eau organisée par MSF. Dans un service pédiatrique soutenu par MSF à Gaza, Hanan fond en larmes en nous racontant l'histoire de son petit-fils:

/// C'était à Nuseirat, en juillet [2025]. Il était parti chercher de l'eau potable. Il faisait la queue avec d'autres enfants et [les forces israéliennes] l'ont tué. Il avait 10 ans. D'autres personnes sont mortes avec lui. Ça a fait la une des journaux. Pour se racheter, ils [les forces israéliennes] se sont excusés; ils ont dit que c'était une erreur. Ces excuses ne le ramèneront pas. Aller chercher de l'eau n'est pas censé être dangereux. ///

En effet, aller chercher de l'eau ne devrait pas être dangereux. Une population ne devrait pas être privée d'eau potable, de toilettes, de savon ou de serviettes hygiéniques. Les gens ne devraient pas en devenir malades, se sentir dépouillés de leur dignité ou mis en danger, ni privés de répondre à leurs besoins fondamentaux. En vertu du droit international humanitaire, et conformément à l'obligation légale d'Israël en tant que puissance occupante, il est interdit de créer ou de maintenir des conditions dans lesquelles les civils ne peuvent pas bénéficier de suffisamment d'eau ni de conditions d'hygiène acceptables en toute sécurité.

Depuis plus de deux ans, MSF est témoin des conséquences désastreuses de la privation d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour la population palestinienne de Gaza. MSF constate également que cette privation est directement et systématiquement causée par les autorités et les forces armées israéliennes, qui détruisent et endommagent les infrastructures d'eau et sanitaires, entravent gravement la capacité des acteurs humanitaires à fournir des services à la population, déplacent de force la population et bloquent l'entrée de fournitures vitales.



Comment l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène est utilisé comme arme par les autorités israéliennes

1. Destruction et endommagement des infrastructures et des équipements essentiels

Les opérations militaires israéliennes ont détruit ou rendu inaccessibles la plupart des infrastructures d'eau et d'assainissement – des biens de caractère civil indispensables à la survie. Les camions-citernes et les forages clairement identifiés de Médecins sans frontières ont également été pris pour cible, mettant la population en danger et limitant la capacité de MSF à fournir de l'eau. Cela met en danger l'ensemble de la population de Gaza.

Les sources d'eau à Gaza

Dans la bande de Gaza, il n'y a pas d'eau douce naturelle – ni rivières ni lacs. Il n'y a que des nappes phréatiques, accessibles par le forage de puits, et la mer.



L'eau de mer n'est pas potable ni utilisable à des fins domestiques. Elle est en outre de plus en plus contaminée par les rejets d'eaux usées, les installations de traitement des eaux usées ayant été mises hors service à la suite de leur destruction par les forces israéliennes. Pour rendre l'eau salée potable, il faut la dessaler par un procédé appelé osmose inverse (en anglais *reverse osmosis*, RO). Pour l'eau de mer, cette opération doit être effectuée dans l'une des trois usines spécialisées gérées par les autorités locales. Ces usines ont besoin d'équipements spécifiques, dont l'approvisionnement est restreint. L'usine de dessalement du nord a été détruite par l'armée israélienne.



L'eau de forage n'est pas directement propre, ni à la consommation, ni à l'usage domestique en raison de sa salinité élevée et/ou de sa contamination. L'eau, une fois extraite, doit donc être traitée. Elle peut ensuite être utilisée à des fins domestiques (nettoyage, toilette) ainsi que pour la consommation et la cuisine. Avant octobre 2023, de nombreuses petits systèmes RO et de traitement dessalaient l'eau et la rendaient ainsi propre à la consommation.

La société publique israélienne **Mekorot** dispose de trois canalisations principales⁹ qui acheminent l'eau vers Gaza. Elles sont régulièrement coupées, et leur réparation se voit retardée.

Avant octobre 2023, l'eau potable et l'eau à usage domestique étaient distribuées via un réseau d'eau souterrain, tandis que des camions d'entreprises privées remplissaient les réservoirs d'eau potable des habitations. De même, les **eaux usées**, y compris les eaux d'égout, circulaient dans des réseaux souterrains et étaient traitées dans des installations appropriées.

Principales sources d'eau avant octobre 2023 avec état de fonctionnement au début de mars 2026



9 Depuis août 2025, un pipeline financé par les Émirats arabes unis achemine également de l'eau depuis l'Égypte vers la partie sud de la bande de Gaza.

Une destruction qui dure depuis deux ans

La campagne génocidaire menée par Israël contre Gaza a causé des **dégâts considérables à l'ensemble** des infrastructures d'eau et d'assainissement. Selon la Banque mondiale, l'Union européenne et l'ONU, 89% des infrastructures du secteur WASH ont été détruites ou endommagées¹⁰.

Une grande partie du **réseau d'approvisionnement en eau et de traitement**, y compris les forages et les installations de dessalement, a été détruite ou rendue inaccessible. De nombreux réseaux de distribution ont été anéantis ou endommagés à tel point que les pertes d'eau qui en résultent les rendent inutilisables. D'autres sont infiltrés par des eaux usées non traitées via des sections endommagées, contaminant toute l'eau qui y est pompée. Cela a conduit de vastes zones de Gaza à dépendre des camions-citernes. Certaines réparations des réseaux d'eau ne peuvent être effectuées car elles se trouvent dans des zones encore contrôlées par les forces israéliennes; d'autres sont possibles, mais il peut s'écouler des semaines, voire des mois, avant que l'armée israélienne n'accorde l'autorisation d'y accéder. La salinité et la contamination de l'eau sont devenues un problème majeur: les nappes phréatiques sont surexploitées, ce qui les oblige à se remplir à partir de la source d'eau la plus proche – la mer –, rendant l'eau extraite trop salée, en particulier dans les zones centrales et celles proches de la côte, qui sont justement les zones où la plupart des personnes ont désormais été déplacées. Les systèmes **d'assainissement** s'étant pratiquement effondrés, les latrines de fortune entraînent également l'infiltration de déchets humains, y compris des matières fécales, dans les nappes phréatiques, rendant l'eau des forages de la région impropre à la consommation. La plupart des infrastructures de traitement des eaux usées étant hors service, les eaux usées brutes s'écoulent désormais dans les rues et se déversent sans traitement dans la mer.

La capacité de production d'eau et de réparation des réseaux de Gaza a été fortement compromise. Avant la guerre, Gaza disposait d'une industrie bien développée, capable de fabriquer des réservoirs d'eau et d'assembler les composants nécessaires aux systèmes d'osmose inverse. Cependant, les entrepôts de nombreuses entreprises privées qui stockaient des composants pour les réseaux d'eau ont été bombardés, réduisant considérablement l'approvisionnement en matériaux de réparation et en pièces de rechange. La plupart des machines et des fournitures essentielles nécessaires à l'entretien ou à la reconstruction des réseaux d'eau et d'assainissement pour les municipalités ont été détruites. L'UNICEF a signalé en juin 2025 que sur les 196 usines de dessalement gérées par les pouvoirs publics et les ONG, plus de 60% sont endommagées.¹¹

Les observations de Médecins sans frontières suggèrent qu'une grande partie des destructions résulte de bombardements de large ampleur et indiscriminés sur des zones entières comprenant des forages, des canalisations d'eau et des installations de traitement. Les infrastructures de MSF ont également été directement ciblées.



¹⁰ Banque mondiale, Union européenne et Nations unies. Évaluation rapide initiale des dégâts et des besoins (IRDNA), février 2025, <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/133c3304e29086819c1119fe8e85366b-0280012025/original/Gaza-RDNA-final-med.pdf>, p. 37.

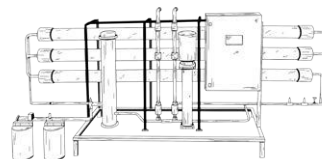
¹¹ Cluster WASH Palestine. Production d'eau potable dessalée dans la bande de Gaza et impact du conflit en cours, juin 2025, https://drive.google.com/file/d/1mSr2fz561MfXuudpDuDa_Iz48nmalzvO/view?usp=sharing

Dépendance forcée vis-à-vis des acteurs humanitaires

Les infrastructures civiles, y compris celles liées à l'eau et à l'assainissement, sont protégées par le droit international humanitaire – mais il n'a pas été respecté à Gaza. La **destruction généralisée des infrastructures et équipements essentiels d'eau et d'assainissement par l'armée israélienne** a contraint MSF à augmenter autant que possible l'ampleur de son approvisionnement en eau. Les efforts de MSF s'ajoutent à ceux des autorités locales et des organisations humanitaires qui sont encore en mesure de venir en aide aux 2,1 millions d'habitants de Gaza, dont la vie, la santé et la dignité sont directement mises en jeu par la perte de ces infrastructures essentielles.

MSF est le deuxième plus grand producteur d'eau potable de la bande de Gaza après les autorités locales, et le plus grand producteur non gouvernemental. En janvier 2026, grâce à des améliorations progressives malgré des conditions extrêmement restreintes, MSF produisait ou distribuait **plus de 4,7 millions** de litres d'eau par jour à Gaza, et fournissait suffisamment d'eau pour répondre aux besoins minimaux de plus de 390 000 personnes – soit **plus d'un habitant sur six** de la bande de Gaza¹².

Production et distribution d'eau par MSF à Gaza en janvier 2026:



- **Production quotidienne de 1,3 million de litres d'eau potable** par le dessalement et la purification, soit l'équivalent des besoins de base de plus de 220 000 personnes¹³. MSF utilise des équipements de dessalement appelés unités d'osmose inverse (RO) – dont la plupart ont dû être improvisés en combinant des pièces neuves et des pièces récupérées sur d'anciennes unités ou des unités endommagées déjà présentes à Gaza, car MSF s'est généralement vu interdire l'importation de nouvelles unités de grande taille.
- **Distribution quotidienne de plus de 1,9 million de litres d'eau potable et de plus de 1,4 million de litres d'eau domestique (non potable)**, soit l'équivalent des besoins minimaux de 325 000 personnes en eau potable et de 163 000 personnes en eau domestique. MSF utilise des camions pour distribuer l'eau potable et soutient les organisations partenaires qui gèrent des forages pour l'eau domestique.
- **Distribution d'environ 1 800 litres de carburant par semaine** pour faire fonctionner les forages dans 50 sites.

¹² Le nombre estimé de personnes dont les besoins fondamentaux seraient couverts par MSF n'est pas simplement la somme des chiffres ci-dessous, car certaines activités s'adressent aux mêmes personnes – une partie de l'eau produite par MSF est également distribuée par MSF.

¹³ La norme internationale minimale en situation d'urgence est de 15 litres par personne et par jour. Dans la situation actuelle à Gaza, le minimum établi par le Cluster WASH est de 6 litres d'eau potable et 9 litres d'eau domestique par personne et par jour.

©Nour Alsaqqa/MSF



Attaques contre l'équipement d'approvisionnement en eau de MSF

Au cours des deux dernières années, les camions-citernes et les forages clairement identifiés comme appartenant à MSF ont également été pris pour cible, souvent pendant la distribution d'eau à la population, mettant en danger et blessant les personnes venues chercher de l'eau ainsi que le personnel humanitaire, et endommageant l'équipement. Ces installations sont toujours clairement identifiées par le logo de MSF. Dans certains cas, il était évident que les forces israéliennes étaient responsables; dans deux cas, les circonstances sont moins claires. Ce qui reste certain est que ces événements se sont produits dans un contexte d'attaques israéliennes répétées contre les infrastructures d'eau et les activités, convois et maisons de MSF, ainsi qu'un manque de respect du statut protégé de ceux-ci¹⁴. L'aide humanitaire doit être protégée par toutes les parties.

Attaques armées contre les activités liées à l'eau de MSF



14 Par exemple, les incidents des 18, 20 et 24 novembre 2023: [Convoi de MSF attaqué à Gaza: tout indique que l'armée israélienne est responsable](#); et l'incident du 8 janvier 2024: [Gaza: MSF condamne la frappe qui a tué la fille de cinq ans d'un membre du personnel](#).

15 "MSF condamne fermement l'attaque israélienne contre un abri de MSF à Al-Mawasi qui a fait deux morts et six blessés", 21 février 2024, <https://www.msf.org/msf-strongly-condemns-deadly-israeli-attack-msf-shelter-gaza>.

2. Obstacles à l'accès de l'aide et des personnes: militarisation de l'espace et déplacements forcés

Outre la destruction directe et l'absence flagrante de protection des infrastructures et équipements essentiels d'approvisionnement en eau, des installations sanitaires et d'hygiène, les autorités israéliennes ont considérablement limité le contact entre la population et les services WASH. Les attaques, les ordres d' "évacuation" et l'extension du contrôle militaire israélien ont contraint les acteurs du secteur WASH à suspendre leurs opérations, à perdre des ressources et à réduire la disponibilité de l'eau là où les populations en ont besoin. Alors que les services s'éloignaient d'eux et que les gens étaient contraints à de multiples reprises de se déplacer vers des zones surpeuplées dépourvues d'infrastructures, des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées sans approvisionnement fiable en eau et ont été obligées de choisir entre risquer leur sécurité pour aller s'en procurer, endurer la privation ou subir un nouveau déplacement.

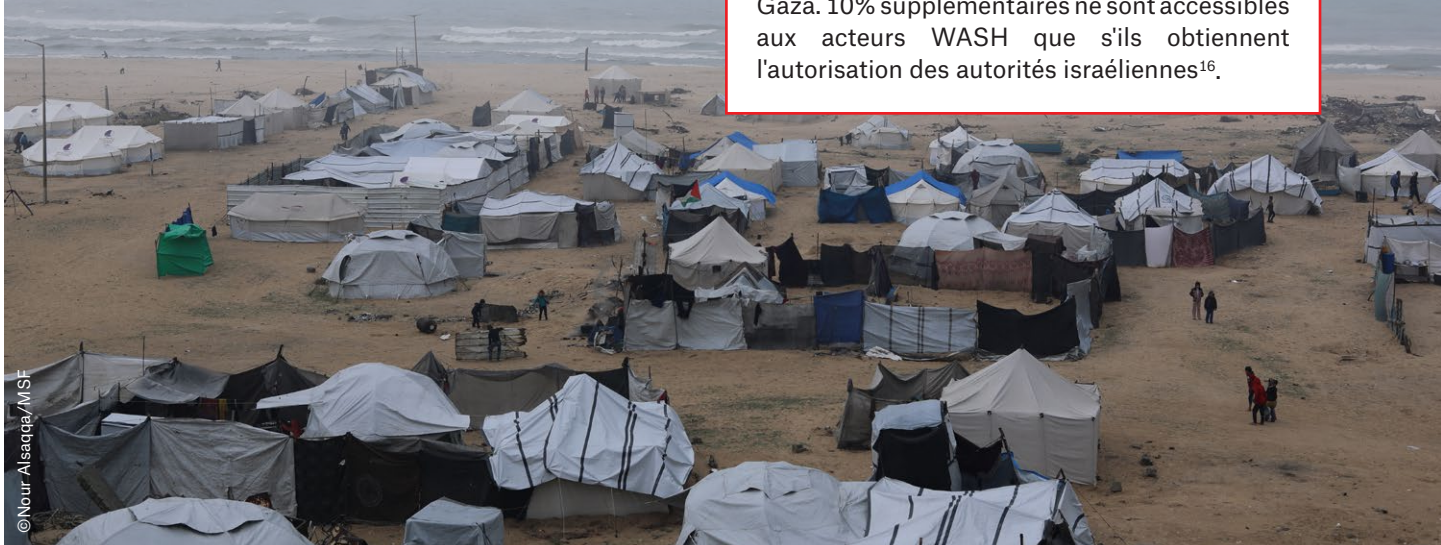
Obstacles à l'accès pour les acteurs du secteur WASH

Depuis octobre 2023, la fréquence et la gravité des attaques contre les civils et les infrastructures civiles ont conduit MSF à **modifier ou à suspendre à plusieurs reprises** la distribution d'eau et d'autres activités WASH dans les zones dites "vertes" ou "humanitaires" en raison des frappes aériennes et des attaques visant ces zones.

Ordres d' "évacuation" et contrôle militaire israélien

La délivrance par les autorités israéliennes d'ordres d' "évacuation", qui duraient souvent des semaines, des mois, voire n'étaient jamais révoqués, a encore davantage entravé l'accès des acteurs du secteur WASH aux infrastructures publiques et humanitaires. Ces ordres, qui constituent en réalité des ordres de déplacement forcé, couvrent une grande partie de la bande de Gaza – par exemple, le 30 juillet 2025, 87% du territoire était soumis à un ordre d' "évacuation" ou au contrôle militaire israélien. En mars 2026, les forces israéliennes contrôlaient toujours environ 58% de la bande de Gaza et en interdisaient l'accès à la population et aux acteurs humanitaires.

La grande majorité du temps, les infrastructures d'extraction, de traitement et de distribution de l'eau, d'assainissement et de traitement des déchets dans ces zones étaient inaccessibles ou ne pouvaient être réparées. En février 2026, le regroupement des acteurs humanitaires WASH a estimé que 43% des installations WASH (qu'elles soient fonctionnelles ou non) n'étaient toujours pas accessibles à la population ni aux acteurs humanitaires. Ces installations se trouvent du côté contrôlé par Israël de la "ligne jaun" qui divise la bande de Gaza. 10% supplémentaires ne sont accessibles aux acteurs WASH que s'ils obtiennent l'autorisation des autorités israéliennes¹⁶.



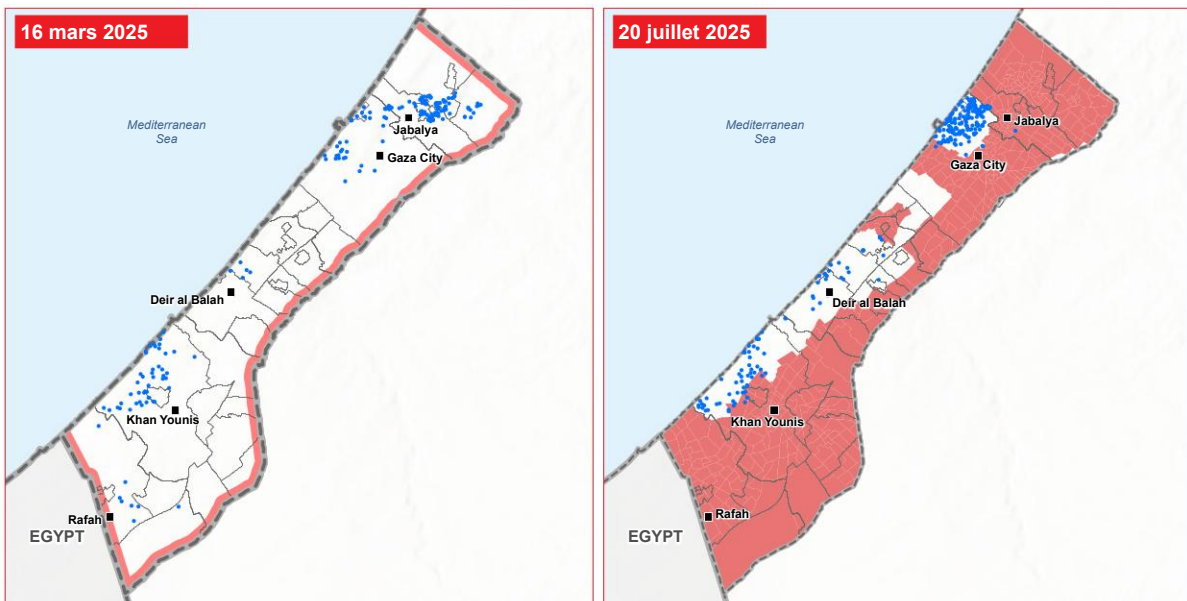
©Nour Alsaqa/MSF

16 Cluster WASH Palestine. Aperçu des installations WASH accessibles, 21 octobre 2025, mis à jour le 9 février 2026, <https://drive.google.com/file/d/1rZoyx-MQ-DmbXOqDNIRi5Xm14iq2CzLgR/view?usp=sharing>

Pertes de matériel | Pour MSF, l'imposition soudaine d'ordres d'"évacuation" a entraîné la perte de matériel essentiel à la production d'eau. Par exemple, fin mars 2025, après la rupture du premier cessez-le-feu, un tel ordre a été donné pour l'ensemble du gouvernorat de Rafah; en mars 2026, la zone reste inaccessible à la population et aux acteurs du secteur WASH. MSF avait installé sa première unité d'osmose inverse (RO) de taille moyenne pour dessaler et traiter l'eau, et distribuait de l'eau à la population à plusieurs points d'accès. MSF n'a pas eu le temps de récupérer son matériel. Aujourd'hui, lorsqu'on traverse Rafah pour entrer ou sortir de la bande de Gaza, on ne voit qu'un désert de décombres, et les images satellites montrent que l'installation de MSF a été complètement détruite.



Évolution des points de distribution d'eau de MSF du 16 mars 2025 (pendant le cessez-le-feu de deux mois) au 20 juillet 2025, où MSF a perdu l'accès à de nombreuses zones, notamment les gouvernorats de Rafah et du nord de Gaza



Légende

Points de distribution d'eau et zones d'évacuation

● Points de distribution d'eau

■ Zones sous ordre d'évacuation

Lieu habité

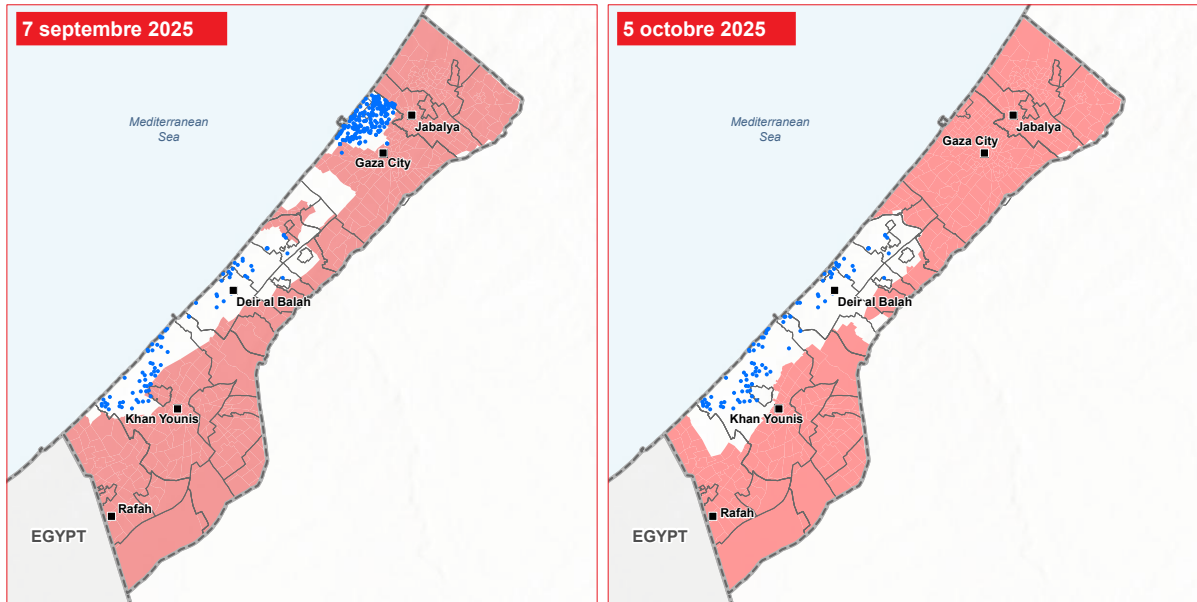
■ Capitale du gouvernorat

Cette carte est fournie à titre informatif uniquement et n'a aucune signification politique. Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur cette carte n'impliquent aucune approbation ni acceptation officielle de la part de MSF.

©Craig Kenzie/MSF



Évolution des points de distribution d'eau de MSF du 7 septembre 2025 au 5 octobre 2025, après l'ordre d' "évacuation" de l'ensemble de la ville de Gaza



Légende

Points de distribution d'eau et zones d'évacuation

- Points de distribution d'eau
- Zones sous ordre d'évacuation

Lieu habité

- Capitale du gouvernorat



Reconstruction du forage d'Atatra. Il fournit 140 m³/h (140 000 litres d'eau domestique par heure) à la communauté.

Au cours de la même période, dans le nord, MSF prévoyait de réparer un forage endommagé à Beit Lahia, d'installer des unités d'osmose inverse et d'acheminer de l'eau par camion dans la zone. Cependant, des ordres d' "évacuation" ont également été émis pour le nord, réduisant considérablement l'accès, et les attaques se sont intensifiées. La structure du forage a été détruite avant que les travaux ne puissent commencer.

Arrêt des activités | Au-delà de la perte de matériel, les ordres d' "évacuation" soudains et à grande échelle ont empêché MSF de continuer à soutenir les infrastructures essentielles. MSF facilite l'accès à l'eau en fournissant du carburant pour les générateurs qui permettent d'extraire l'eau des forages. À la mi-mars 2025, alors que les ordres se multipliaient pour le nord, MSF a perdu le contact avec ses interlocuteurs pour la distribution de carburant et n'a plus été en mesure d'accéder à ces générateurs.



Point de distribution d'eau sur la rue qui longe la côte. Le camion distribue 15,000 litres d'eau par voyage et fait 2-3 voyages par jour. 15,000 litres donnent à environ 2,500 personnes la quantité minimale d'urgence de 6 litres d'eau potable par personne.

Déplacement forcé des services | Malgré l'interdiction spécifique, en droit international humanitaire, d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de rendre inutilisables les biens indispensables à la survie de la population civile, y compris les installations et les réserves d'eau, il est devenu évident que le risque d'attaque était encore plus élevé dans les zones soumises aux ordres d' "évacuation" israéliens que dans le reste de la bande de Gaza – ce qui signifiait que les équipements WASH essentiels risquaient d'être détruits. MSF a été confrontée à un terrible dilemme: déplacer le matériel pour le protéger revient souvent à priver les populations de leur seule source d'eau.

Par exemple, lorsque l'offensive israélienne sur la ville de Gaza a débuté en août 2025, MSF gérait cinq unités d'osmose inverse produisant ensemble 70 m³ d'eau potable par heure, ce qui couvre les besoins minimaux de plus de 11 600 personnes par heure. Alors que les forces israéliennes intensifiaient leurs frappes et leurs opérations terrestres, de plus en plus d'ONG et de fournisseurs d'eau privés ont quitté la zone, alors qu'il était estimé qu'entre 700 000 et 800 000 personnes restaient dans la ville de Gaza¹⁷. Le 17 septembre, face à la détérioration des conditions de sécurité, MSF a pris la décision de déplacer trois unités d'osmose inverse vers le sud, tandis que deux autres demeuraient pour desservir les personnes restées à Gaza, divisant ainsi par trois la production d'eau potable dans la ville par notre organisation.

Impossibilité d'acheminer l'eau par camion | Pendant l'incursion dans la ville de Gaza, MSF a dû réorganiser ses activités de distribution d'eau par camion pour tenter de pallier le manque de services pour les personnes restées dans la ville, mais cela a été rendu extrêmement difficile par l'absence de protection de la part des forces israéliennes. Le 10 septembre 2025, l'armée israélienne a rendu obligatoire de coordonner avec elle tous les déplacements humanitaires dans la ville de Gaza. MSF a communiqué ses déplacements tous les jours du 10 au 23 septembre, jusqu'à ce qu'elle soit contrainte de partir. Alors que certains déplacements de MSF ont été validés par les forces israéliennes, 100% de ses 27 demandes de déplacements pour distribuer de l'eau ont été refusées au cours de ces 14 jours, rendant MSF encore plus préoccupée par la protection de son personnel et de ses partenaires locaux. Le 15 septembre, les forces israéliennes ont tiré sur un camion-citerne de MSF clairement identifié. Chaque jour, les équipes MSF ont été contraintes d'annoncer aux gens qu'elles ne savaient pas si elles pourraient leur fournir de l'eau le lendemain, aggravant leurs craintes et compromettant leur capacité à rester chez eux.

Pour MSF, ces événements semblent constituer des tentatives délibérées à la fois de déplacer de force les civils et de priver d'eau ceux qui ne pouvaient pas quitter la zone – touchant particulièrement les personnes plus pauvres, malades et plus vulnérables.

¹⁷ Le 10 septembre 2025, l'ONU estimait la population de la ville de Gaza à environ 1 million de personnes (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Mise à jour n° 321 sur la situation humanitaire dans la bande de Gaza, <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-situation-update-321-gaza-strip>). Le 17 septembre 2025, environ 198 000 mouvements de déplacement avaient été enregistrés depuis le 14 août 2025 du nord vers le sud de la bande de Gaza, bien que le nombre réel de personnes déplacées soit probablement plus élevé (Site Management Cluster, Gaza Population Movement Monitoring Flash Update 28 (14-17 septembre 2025), <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/gaza-population-movement-monitoring-flash-update-28-14-17-september-2025>). Le 23 septembre, ce nombre était passé à près de 340 000 déplacements vers le sud (<https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/gaza-population-movement-monitoring-flash-update-20-23-september-2025>).

Obstacles à l'accès pour la population

Services qui s'éloignent de la population:

Les Gazaouis perdent l'accès à l'eau car les prestataires sont contraints de cesser leurs activités ou de se déplacer

De nombreux habitants de Gaza se sont retrouvés privés d'eau lorsque les distributeurs ont été contraints de quitter des zones entières. La destruction des infrastructures d'eau a également un impact émotionnel sur tout le monde, y compris sur l'équipe de MSF. Kareem, responsable de l'eau et de l'assainissement chez MSF, explique que le plus difficile pour lui sont les dilemmes auxquels il est confronté pour continuer à soutenir la population tout en protégeant ses équipes.

/// Lorsque le cessez-le-feu a volé en éclats [le 18 mars 2025], ils [les forces israéliennes] ont émis un ordre d'évacuation pour l'ensemble du gouvernorat de Rafah. Nous avons immédiatement suspendu nos activités de distribution d'eau par camion pour des raisons de sécurité. Tous les représentants communautaires, de chacun des 14 points de distribution, m'appelaient pour me demander où était l'eau, en disant: "Nous sommes toujours là, pourquoi arrêtez-vous l'eau? En faisant cela, vous nous poussez à quitter la zone, comme le veulent les forces israéliennes." Pour moi, recevoir ce genre d'appels téléphoniques était extrêmement, extrêmement difficile. À un moment donné, honnêtement, j'ai craqué, j'ai beaucoup pleuré. C'est très déprimant, mais nous essayons de rester aussi longtemps que possible; nous essayons d'aider les gens. ///

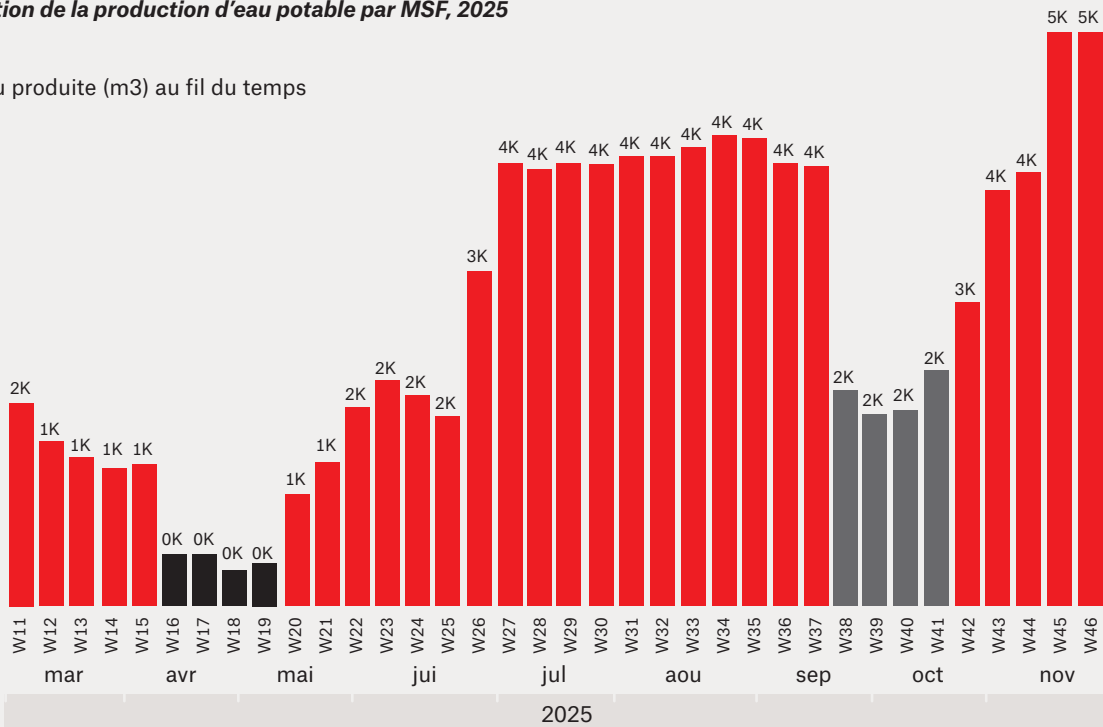
D'autres ordres sont arrivés progressivement, affectant à chaque fois les points de distribution d'eau de MSF. **Pour les personnes dont le point d'eau est déplacé**, l'impact est désastreux. "Lorsque les points de distribution sont déplacés, ne serait-ce que de 50 mètres, les nombreuses personnes blessées ou en situation de handicap et les femmes qui ont perdu leur mari ont encore plus de mal à accéder à l'eau", a expliqué Kareem. "C'est déchirant pour nous, mais nous ne pouvons rien y faire. Imaginez maintenant lorsqu'il s'agit de 200 ou 300 mètres."

Lorsque les points d'eau sont déplacés trop loin, de nombreuses personnes en sont complètement privées. Au cours de 2024 et 2025, des personnes nous ont appelés pour nous dire qu'elles avaient vu des tireurs sur les toits, des gens se faire tirer dessus dans la rue et des frappes aériennes autour d'elles. Les habitants sont confrontés à des choix difficiles: risquer de marcher plus longtemps jusqu'aux points d'eau en s'exposant davantage au danger, rester sur place et espérer qu'une association locale ou une personne généreuse leur fournisse de l'eau, ou devoir évacuer complètement leur quartier.



Évolution de la production d'eau potable par MSF, 2025

Eau produite (m3) au fil du temps



Avril-mai 2025



Le cessez-le-feu a été rompu et l'armée israélienne a émis divers ordres d'"évacuation", notamment l'évacuation générale et permanente de Rafah qui a conduit MSF à perdre ses unités d'osmose inverse (RO). D'autres ordres dans le nord ont contraint MSF à déplacer une unité RO de Jabalia vers la ville de Gaza, et il a fallu cinq semaines pour la remettre en état de fonctionnement.



Au cours de la semaine du 7 au 13 avril, MSF produisait suffisamment d'eau pour couvrir les besoins quotidiens minimaux de 30 200 personnes; soudainement, au cours de la semaine du 14 au 20 avril et pendant 4 semaines, MSF n'a produit assez d'eau que pour 10 700 personnes –une **baisse de 65%**¹⁸.

Septembre-octobre 2025



Les forces israéliennes ont étendu leurs opérations militaires dans la ville de Gaza, et MSF a transféré certaines unités RO de ses centres d'opérations de Gaza vers Deir al-Balah et Khan Younis.



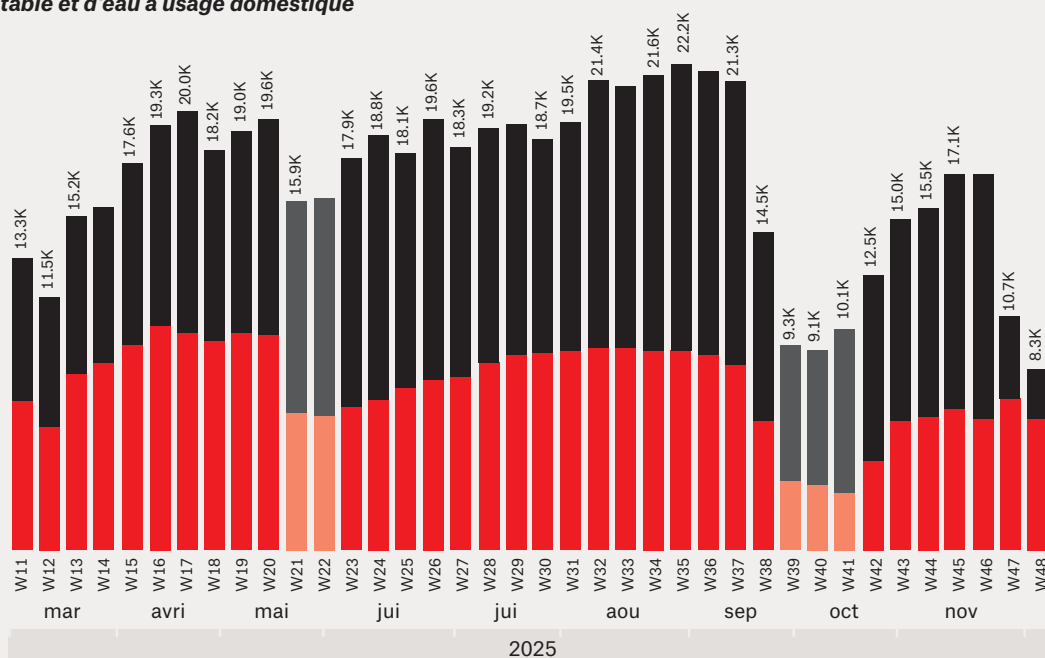
Au cours de la semaine du 8 au 14 septembre, MSF produisait suffisamment d'eau pour répondre aux besoins quotidiens minimaux de 94 000 personnes; au cours de la semaine du 15 au 21 septembre, elle n'a pu subvenir qu'aux besoins de 46 100 personnes, ce qui représente une **réduction de moitié de la production**¹⁹.

¹⁸ De 1 270 000 l/semaine à 450 000 l/semaine; les normes minimales extrêmes sont de 6 litres d'eau potable et 9 litres d'eau domestique par personne et par jour.

¹⁹ De 3 950 000 litres pour la semaine du 8 au 14 septembre à 1 938 000 litres pour la semaine du 15 au 21 septembre.

Distribution d'eau potable et d'eau à usage domestique

- Eau à usage domestique (puits, forage)
- Eau potable (camion-citerne)



Mai 2025



En mai 2025, des ordres d' "évacuation" ont été émis par l'armée israélienne à Jabalia et Beit Lahia, dans le gouvernorat du Nord.



Ces ordres de déplacement ont coupé l'accès de MSF à divers points de distribution, forages et générateurs, en plus de l'accès limité au carburant. Entre les semaines du 12 au 18 mai et du 19 au 25 mai, la distribution d'eau domestique par MSF à partir de puits et de forages est passée d'une quantité pouvant couvrir les besoins quotidiens minimaux de 155 300 personnes dans 104 sites à l'équivalent de 99 100 personnes dans 60 sites: **plus d'un tiers de la distribution d'eau domestique a été interrompue**²⁰.



²⁰ De 9 781 000 l/semaine dans 104 sites à 6 242 000 l/semaine dans 60 sites (baisse de 36 %).

²¹ De 21 311 000 litres la semaine du 8 septembre à 9 327 000 litres la semaine du 22 septembre.

²² De 12 942 300 litres pour la semaine du 8 septembre à 5 674 300 litres pour la semaine du 15 septembre, puis à 666 000 litres pour celle du 22 septembre.

Septembre 2025



Les opérations militaires des forces israéliennes sur la ville de Gaza rendaient les conditions extrêmement risquées pour la population et pour les acteurs du secteur WASH, avec des frappes aériennes, des tirs et l'avancée des chars, qui venaient s'ajouter au refus systématique opposé à MSF de coordonner les déplacements des camions-citerne.



Entre le 6 et le 28 septembre 2025, MSF a dû réduire le nombre de points de distribution d'eau, puis a été contrainte de les suspendre complètement; elle a ensuite intensifié la distribution d'eau dans la zone centrale de la bande de Gaza. À l'échelle du territoire, la distribution d'eau par MSF a été réduite de plus de moitié²¹. Dans la **partie nord de la bande de Gaza, y compris dans la ville de Gaza**, la distribution d'eau potable et domestique par MSF a **diminué de 95 %**²², passant d'une quantité pouvant couvrir les besoins minimaux:

- D'environ 268 700 personnes par jour dans 232 sites au cours de la deuxième semaine de septembre,
- À ceux d'environ 114 000 personnes par jour dans 203 sites au cours de la troisième semaine de septembre,
- Puis à ceux de moins de 14 800 personnes par jour dans 54 sites au cours de la dernière semaine de septembre; MSF a ensuite dû quitter le nord de Gaza complètement.

Personnes déplacées loin des services:

Les Gazaouis perdent l'accès à l'eau en raison de déplacements forcés répétés

Une aide humanitaire d'une telle ampleur n'aurait pas été nécessaire au départ si les gens n'avaient pas été déplacés massivement et à plusieurs reprises par les autorités et les forces armées israéliennes – principalement vers des zones dépourvues d'infrastructures adéquates, notamment de réseaux d'eau ou d'assainissement, ou d'autres services essentiels. Un collègue de MSF qui a été déplacé à plusieurs reprises explique: "Les ordres d'évacuation compliquent tout. Nous faisons de notre mieux pour nous organiser afin d'avoir accès à l'eau, puis un nouvel ordre d'évacuation tombe et nous nous lançons dans une nouvelle quête pour trouver de l'eau pour le nouveau site où nous sommes installés." L'impact sur l'hygiène est également évident:

/// On a très peu de temps pour faire ses bagages et fuir, voire pas du tout. On est déplacé encore et encore, en portant les mêmes vêtements, en transportant le même matelas ///

L'accès aux services WASH a également été mis à rude épreuve par la **concentration inhumaine de la population** résultant de

ces ordres. Avant l'escalade d'octobre 2023, la bande de Gaza était déjà l'une des zones urbaines les plus densément peuplées au monde, avec une densité de population comparable à celle de Londres ou de Tel-Aviv. En septembre 2025, lors de l'incursion des forces israéliennes dans la ville de Gaza, la soi-disant "zone humanitaire" vers laquelle l'ensemble de la population, soit 2,1 millions de personnes, avait reçu l'ordre de se déplacer, ne couvrait que 43,3 km² – ce qui représente une densité de 48 500 personnes/km². À titre de comparaison, Manhattan, à New York (où l'on trouve des gratte-ciel plutôt que des bâtiments bas et des tentes), affiche une densité de 28 000 habitants/km². Cette zone de Gaza aurait eu un demi-million de personnes de plus sur une superficie inférieure de 27 %, sans possibilité de répondre à leurs besoins de base ni de fuir. Bien que tout le monde n'ait pas quitté la ville de Gaza, le transfert forcé de centaines de milliers de personnes de la ville de Gaza vers l'ouest de Deir al-Balah et Khan Younis – dans des zones déjà surpeuplées par des personnes déplacées – a exercé une pression immense sur des ressources déjà épuisées. Il n'y avait tout simplement pas d'espace pour mettre en place des infrastructures adéquates.

©Nour Alsaqqa/MSF



3. Obstruction de la chaîne d'approvisionnement WASH

Le manque d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour les Gazaouis est dû, outre la destruction des infrastructures et les obstacles à l'accès liés aux déplacements forcés et à l'insécurité, à l'obstruction par les autorités israéliennes de l'accès à des solutions pour fournir de l'énergie et à l'équipement nécessaire aux services WASH.

Obstruction de l'accès à l'énergie

L'énergie est essentielle pour produire et distribuer de l'eau potable, traiter les eaux usées, y compris les eaux d'égout, et même distribuer des articles d'hygiène. Ces activités nécessitent notamment de l'électricité pour faire fonctionner les usines de dessalement et autres équipements de traitement, ainsi que du carburant pour les camions qui distribuent l'eau, vident les fosses septiques et acheminent des produits tels que du savon ou des jerricans à travers la bande de Gaza. Cependant, Israël a **coupé l'approvisionnement en électricité** de la bande de Gaza en octobre 2023. Elle n'a été rétablie que sporadiquement et de manière restreinte: fin juillet 2025, près de deux ans plus tard, l'électricité a été réactivée pour l'usine de dessalement d'eau de mer située au sud.

La capacité de production d'électricité limitée de Gaza a été endommagée malgré la protection requise par le droit international humanitaire. MSF a constaté la destruction de lignes électriques, de panneaux solaires et de générateurs, ainsi que le rasage de quartiers entiers. Une grand-mère hospitalisée dans un hôpital de MSF à Gaza City a raconté à MSF comment les soldats israéliens n'avaient pas permis à sa famille de sauver ses panneaux solaires: "Ils m'ont appelée au téléphone et m'ont dit d'évacuer. Je les ai suppliés: "Pouvons-nous au moins emporter les panneaux solaires?" Et il a répondu: "Vous ne pouvez en emporter qu'un seul. Si vous en prenez plus, nous vous tirerons dessus." Nous avons donc emporté un panneau solaire et ils ont détruit la maison."

La majeure partie de l'énergie de Gaza qui ne provenait pas d'Israël ou (dans une moindre mesure) d'Égypte était produite à partir de **carburant**. Aujourd'hui, presque tout dépend du carburant – mais l'UNOPS, l'agence des Nations unies chargée de distribuer le carburant autorisé à entrer à Gaza, doit établir des priorités dans sa distribution. Les autorités israéliennes restreignent systématiquement l'approvisionnement en carburant malgré les besoins humanitaires, et leurs restrictions de circulation ont limité la capacité de l'UNOPS à récupérer ses stocks à l'intérieur de Gaza.



Conséquences du manque de carburant sur l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène

Au 17 juin 2025, aucun carburant n'était entré à Gaza depuis plus de 100 jours, et les tentatives de l'ONU pour récupérer les stocks de carburant dans les zones "évacuées" avaient été rejetées à plusieurs reprises²³. Les municipalités ne faisaient fonctionner leurs forages qu'une fois par semaine ou toutes les deux semaines

Pour MSF, cela s'est traduit par une grave pénurie de stocks dans le nord dès la première semaine de juin 2025, avec seulement trois jours de carburant restants avant qu'elle doive interrompre ses activités WASH. Elle a dû limiter les livraisons d'eau par camion-citerne; en juin 2025, certains camions ont ainsi été contraints de se limiter à une distribution dans un rayon de 3 km autour des points d'eau. En mai 2025, on avait déjà alloué moins de carburant à l'organisation, ce qui réduisait d'autant ses capacités de distribution. MSF a dû réduire de moitié la quantité fournie à un forage dans le nord; la production d'eau domestique pour 110 300 personnes (993 m³/jour) a également été **réduite de moitié**. Elle a également dû annuler ses projets de vidange des étangs contaminés par les eaux usées dans les zones où des personnes déplacées avaient trouvé refuge, car les rares pompes disponibles fonctionnaient à l'essence plutôt qu'au diesel, et le peu d'essence autorisé à Gaza avait, comme on peut le comprendre, été réservé en priorité aux ambulances par le secteur humanitaire.

23 Secrétaire général des Nations Unies. "Points forts du point de presse de midi de Farhan Haq, porte-parole adjoint du secrétaire général António Guterres, mardi 17 juin 2025", <https://www.un.org/sg/en/content/noon-briefing-highlight?date=2025-06-17>

Obstruction de l'acheminement des fournitures WASH vers la bande de Gaza

Les autorités israéliennes ont continuellement entravé la capacité des organisations humanitaires, ainsi que des acteurs publics et privés du secteur WASH, à fournir des services WASH d'urgence à la population, malgré la destruction des infrastructures, les déplacements forcés et les restrictions d'accès. En décembre 2025, MSF était l'une des rares ONG humanitaires internationales encore en mesure d'acheminer certaines fournitures. Depuis des mois, la plupart des autres avaient été systématiquement bloquées. Depuis le 1^{er} janvier 2026, les demandes de MSF visant à faire entrer des fournitures via le système dédié, dont l'approbation est déterminée par les autorités israéliennes, ont été **systématiquement rejetées**.

Cependant, ces entraves à l'approvisionnement ne sont pas nouvelles. Les autorités israéliennes restreignaient déjà l'approvisionnement bien avant octobre 2023, mais au moment où la population avait le plus besoin d'aide, les obstacles n'ont fait que s'accroître. Comme le montre le rapport *"Choking Gaza"*, MSF a constaté, pendant plus de deux ans de guerre dans la bande de Gaza, une **stratégie de procédures et de pratiques israéliennes arbitraires et inefficaces pour autoriser et gérer l'entrée de fournitures essentielles à Gaza, ainsi qu'une subordination généralisée des besoins humanitaires fondamentaux aux intérêts militaires** — ce qui a gravement compromis l'ampleur et la qualité de l'intervention humanitaire de MSF.

Le cas de l'hôpital Nasser: pas de matériel pour produire de l'eau potable

Deux forages principaux alimentent l'hôpital Nasser en eau. En octobre 2025, des analyses ont révélé une grave contamination: un forage était entièrement infecté par *E. coli* et des bactéries coliformes fécales, tandis que le second, plus récent, restait non contaminé mais présentait une salinité élevée, le rendant impropre à la consommation sans traitement. L'hôpital disposait de trois unités d'osmose inverse, mais aucune ne fonctionnait correctement. Les problèmes principaux étaient le manque de membranes, de filtres et de produits chimiques essentiels comme des antitartres et le chlore. Cette situation a **privé l'hôpital de son accès direct à l'eau potable**, même pour la préparation du lait maternisé dans les unités de néonatalogie – ce qui a nécessité de puiser et de purifier l'eau ailleurs, puis de la transporter par camion. MSF a réparé les unités de traitement de l'eau – avec des retards, du fait de la pénurie de nombreux composants.



©MSF

Un système arbitraire, inefficace et restrictif

Autorisations délivrées par les autorités israéliennes

Les fournitures d'eau, d'assainissement et d'hygiène de MSF se heurtent à des obstacles majeurs pour obtenir l'approbation de l'unité du ministère israélien de la Défense appelée Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT). MSF n'a constaté aucune amélioration significative de la situation avec la création, en octobre 2025, du Centre de coordination civilo-militaire (CMCC) dirigé par les États-Unis, car les décisions d'approbation restent en fin de compte entre les mains du gouvernement israélien.

De nombreuses fournitures nécessaires pour l'eau, pour l'assainissement et pour l'hygiène (WASH) sont ou bien **bloquées**, ou bien **jamais approuvées**. Même pendant le cessez-le-feu de janvier à mars 2025, malgré une amélioration générale de l'acheminement des fournitures, certains articles WASH n'étaient toujours pas autorisés, comme les systèmes d'osmose inverse destinés à la production d'eau. L'armée israélienne considère de nombreux articles humanitaires essentiels, y compris dans le domaine WASH, comme étant à **"double usage"** (présentant un risque d'utilisation militaire), alors qu'ils ne sont pas considérés comme tels dans d'autres contextes. MSF n'a pas obtenu de liste de ces articles pendant des mois – des listes ont été fournies à quelques reprises, puis dites non valides –, ce qui a laissé l'organisation dans l'incertitude. La dernière liste, reçue en octobre 2025, continue de classer les camions-citernes, les pompes de dessalement, les conteneurs métalliques à déchets, les petits générateurs, les dispositifs d'inspection des égouts et de débouchage, les kits d'analyse de l'eau, les membranes pour les systèmes d'osmose inverse et les produits de nettoyage chimiques comme nécessitant une procédure d'autorisation spécifique. Quant aux unités d'osmose inverse, aux toilettes et douches équipées de panneaux en aluminium et aux générateurs diesel suffisamment puissants pour des activités liées à l'eau à grande échelle (plus de 30 kVA), ils doivent faire l'objet du niveau d'autorisation le plus complexe, ce qui, en réalité, signifie qu'ils ne sont presque jamais approuvés.

Du début de l'année 2024 jusqu'à la mi-décembre 2025, à un moment où les besoins étaient criants, sur l'ensemble des demandes d'entrée de matériel WASH vital soumises par MSF, seules **2 sur 3** (67 %) ont été approuvées – alors même que MSF avait limité les types d'articles demandés pour tenter de se conformer à ces restrictions complexes. Les autres demandes soit ont été rejetées, soit sont restées sans réponse. Lorsque le COGAT a répondu,



Membranes utilisées dans les unités d'osmose inverse pour dessaler l'eau et la rendre potable.

29% – soit près de 3 sur 10 – des demandes ont été rejetées, alors qu'Israël a l'obligation légale de faciliter l'accès à l'aide humanitaire sur le territoire qu'il occupe.

Articles rejetés

Parmi les articles WASH **rejetés** en 2025 figuraient des pompes à eau pour les hôpitaux, des unités d'osmose inverse (RO) pour produire de l'eau potable, des antitartres pour empêcher la formation de tartre dans les systèmes RO, des pièces de rechange pour les RO (pressostats, débitmètres, filtres à eau, membranes de filtration et pompes doseuses), des tuyaux d'arrosage, des réservoirs d'eau pour transporter l'eau potable et des plaques d'assise pour les latrines d'urgence.

Bien que l'aide humanitaire ne doit jamais être subordonnée à des processus politiques, l'**accord de cessez-le-feu d'octobre 2025** promettait une amélioration de l'acheminement des fournitures d'aide. Le Plan promettait une "aide complète", la "réhabilitation des infrastructures (eau, électricité, assainissement)", "sans ingérence des deux parties". Depuis l'entrée en vigueur de l'accord et au 14 décembre 2025, **13 types d'articles WASH ont été refusés**. Cela comprend des produits contre le tartre, des conduites d'eau pour un hôpital de MSF, des pastilles de chlore pour désinfecter l'eau potable, un composé de stockage (pour empêcher la prolifération de bactéries et de micro-organismes dans l'eau stockée et dans les équipements de dessalement), des rodenticides et des insecticides.

MSF peine à comprendre les raisons qui motivent le blocage de ces articles essentiels. Il semble particulièrement disproportionné d'en empêcher l'entrée, compte tenu de la menace que représentent les conditions d'hygiène et d'assainissement pour la survie de toute une population. Ces obstacles semblent d'autant plus arbitraires que l'on constate que les mêmes articles, **parfois rejetés ou en attente, peuvent aussi être approuvés** – comme les réservoirs d'eau, les antitartres, les pastilles de chlore et les unités d'osmose inverse. Parmi nos articles logistiques les plus demandés figure également l'huile à moteur, indispensable au bon fonctionnement des générateurs; elle est parfois rejetée, laissée en attente ou approuvée.



© Nour Alsaqqa / MSF

Un employé d'MSF verse de l'antitartre qui circulera dans un système d'osmose inverse qui produit de l'eau potable. Ce produit essentiel prévient la formation de dépôts minéraux sur la membrane qui filtre l'eau, la gardant propre et en bon état de fonctionnement.

Articles en attente

À la mi-décembre 2025, nos demandes concernant **19 types d'articles étaient en attente** depuis un mois à un an. Cela inclut deux pompes à eau destinées à la distribution d'eau, dont la demande a été soumise à trois reprises après deux séries de questions de la part du COGAT. Ces demandes ont été présentées pour la première fois respectivement en avril et mai 2024, les dernières resoumissions datant de juillet 2025; elles n'ont toujours pas été approuvées. Parmi d'autres items en attente figurent des réservoirs d'eau, de l'antitartre et des pompes simples destinées à vider les latrines. Tous ces types d'articles ont déjà été acceptés et/ou rejetés par le passé, ce qui met en évidence le caractère arbitraire du processus.

Autres obstacles à l'approbation

Un autre obstacle s'est ajouté depuis juillet 2025: le COGAT exige que MSF fournisse la **composition complète** de tout article classé comme "produit chimique". Chaque substance doit être répertoriée individuellement avec le pourcentage exact de chaque composant. Il est impossible de fournir ces informations, car les fabricants les considèrent comme confidentielles. MSF a demandé à soumettre le document de norme industrielle internationale utilisé pour indiquer la composition d'un produit, sa sécurité et les risques associés. Cependant, cette demande a été rejetée.

Toutes nos demandes concernant les produits chimiques ont donc été bloquées, y compris les suivantes pour le secteur WASH:

- Treize types de produits de nettoyage et de désinfection, tels que le savon, le gel hydroalcoolique, les désinfectants pour dispositifs médicaux ou surfaces, et le chlore. Les pastilles de chlore, indispensables au traitement de l'eau, ont été tantôt autorisées, tantôt rejetées sur la base des mêmes documents.
- Des produits essentiels au traitement et au stockage de l'eau potable, tels qu'un antitartre et un composé de stockage. Ces deux produits ont été rejetés pour la dernière fois fin octobre 2025, alors que tous les autres éléments de notre demande concernant les articles liés à l'osmose inverse ont été approuvés. *Cela compromet notre capacité à garantir que l'eau produite sur nos sites reste salubre pour la population.*
- Trois types de produits destinés à la lutte antivectorielle, notamment des répulsifs antimoustiques et des insecticides.

Bien que les autorités israéliennes aient déjà approuvé un article à deux reprises (autorisation générale et validation à double usage), nous devons encore nous conformer à une procédure de dédouanement détaillée. Alors que nous constatons à quel point les personnes vivant sous des tentes sont affectées par les piqûres constantes et la présence de moustiques, de phlébotomes et de mouches – en particulier entre les mois de juin et octobre –, 86 cartons de répulsifs anti-insectes sont bloqués dans un entrepôt depuis juillet 2024, en raison des procédures douanières.

Entrée effective des articles

L'autorisation ne garantit pas l'entrée: une fois que les articles ont enfin obtenu toutes les autorisations, MSF doit faire face à une nouvelle phase de démarches longues et coûteuses pour parvenir à les acheminer efficacement à Gaza. De nombreux articles WASH approuvés par le COGAT finissent par rester bloqués en transit dans l'attente de la prochaine étape de la procédure, ou sont tout simplement refoulés à la frontière – dans les deux cas par les mêmes autorités israéliennes. *Pour la population de Gaza, ces obstacles font que des articles humanitaires essentiels **mettent des mois à arriver, voire n'arrivent jamais.*** Pour MSF, cela représente des coûts énormes en termes de stockage et de transport; par exemple, des camions chargés de fournitures WASH de MSF ont été rejetés à plusieurs reprises au point de passage et ont dû retourner en Égypte pour attendre de pouvoir réessayer, parfois pendant des semaines – ce qui a coûté plus de 12 000 dollars US par camion, pour plusieurs camions.

Alors que la population de Gaza doit trouver et acheter des matériaux hors de prix et inadaptés pour construire des latrines en raison des restrictions générales sur les matériaux de construction, MSF a 2 150 **latrines** en Jordanie, en attente d'entrer à Gaza depuis fin avril 2025. Après une première demande en mars 2025 et 106 jours d'attente pour une réponse, elles ont été approuvées en juillet. À la mi-décembre 2025, ces unités n'avaient toujours pas été acheminées, car MSF a reçu un

numéro d'autorisation erroné et, malgré nos efforts continus, nous n'en avons jamais reçu de nouveau. Non seulement ces marchandises bloquées représentent des coûts énormes (rien que pour les latrines, 268 707 euros) pour une organisation financée par des donateurs privés et individuels, mais leur stockage – comme pour tous les autres articles bloqués en transit – engendre des coûts et un travail logistique supplémentaires.

Dans le cadre de nos demandes visant à faire entrer des **systèmes de dessalement par osmose inverse (RO)** à Gaza, MSF s'est heurtée à de nombreux refus et à des procédures interminables, notamment des demandes de réexpédition d'informations aux autorités israéliennes, et des équipements refoulés à la frontière. En conséquence, nous avons dû fabriquer diverses unités à partir de pièces récupérées sur d'anciens systèmes RO endommagés qui se trouvaient déjà à Gaza, mais nous sommes à court de pièces de rechange, de filtres et de produits chimiques indispensables à leur fonctionnement. Ces systèmes de dessalement sont les équipements WASH les plus préoccupants qui sont bloqués, car MSF ne peut pas fournir d'eau potable sans eux.

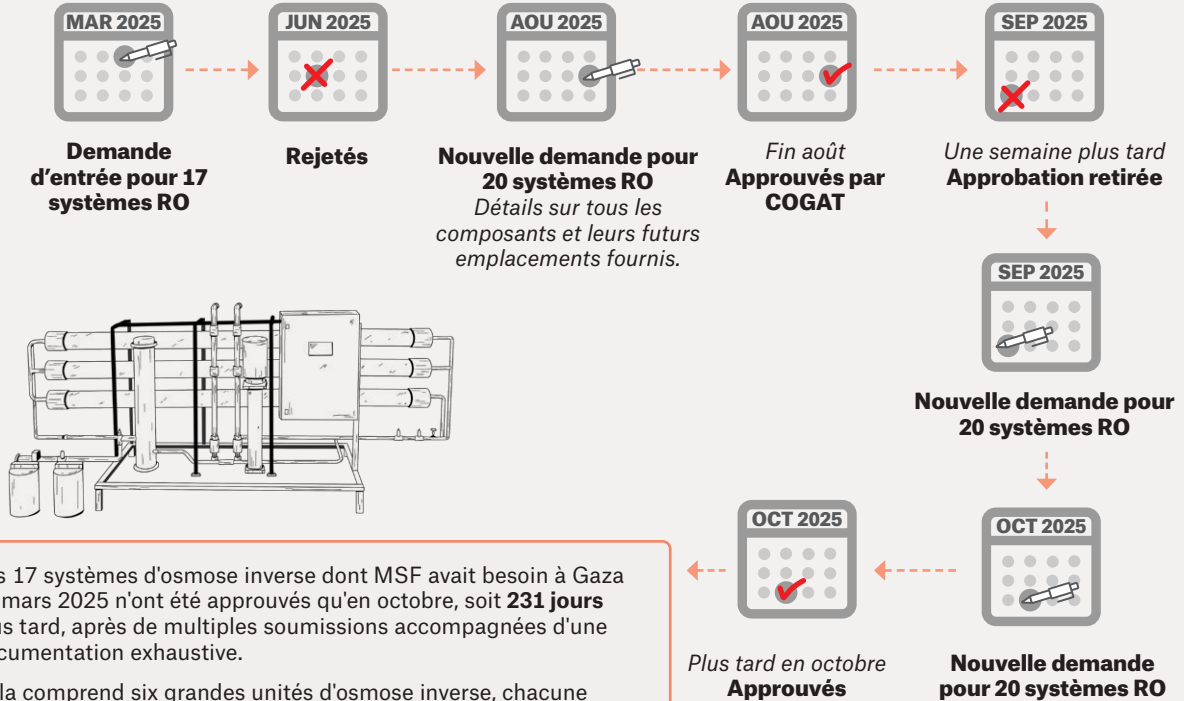
Aucun des systèmes de dessalement de MSF n'est entré à Gaza en 2024: ils ont été rejetés soit au stade de la demande, soit à la frontière.

Seuls 6 petits systèmes de dessalement demandés par MSF sont entrés à Gaza en 2025.



Chronologie: blocages par Israël des tentatives de MSF d'introduire des systèmes de dessalement (RO) à Gaza pour produire de l'eau potable en 2025

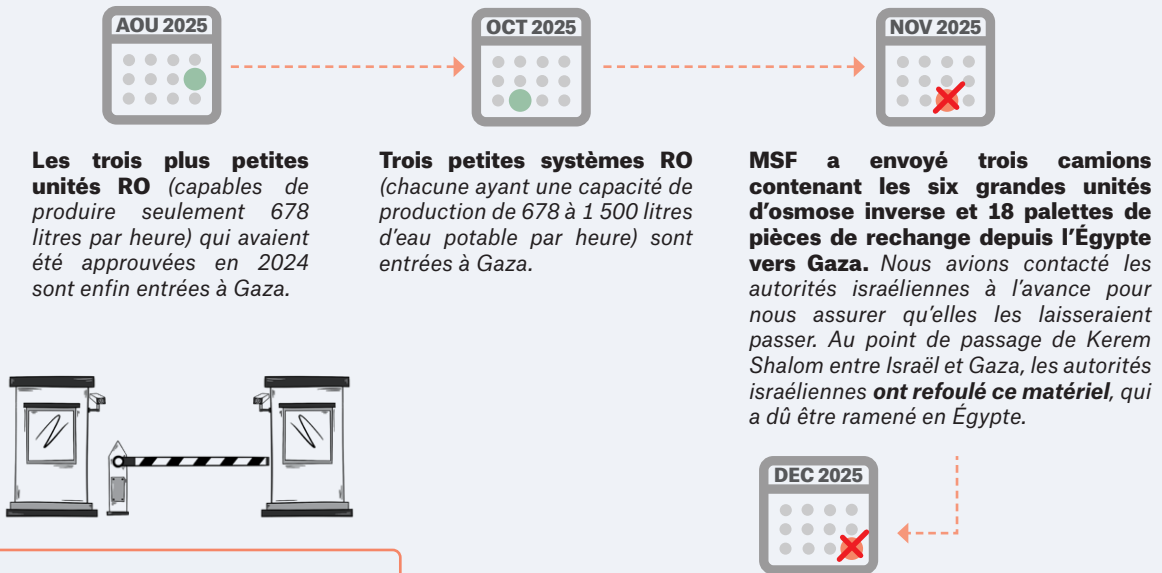
APPROBATION PAR LES AUTORITÉS ISRAËLIENNES



Les 17 systèmes d'osmose inverse dont MSF avait besoin à Gaza en mars 2025 n'ont été approuvés qu'en octobre, soit **231 jours** plus tard, après de multiples soumissions accompagnées d'une documentation exhaustive.

Cela comprend six grandes unités d'osmose inverse, chacune ayant la capacité de produire 10 000 litres d'eau potable par heure.

ENTRÉE EFFECTIVE AU POINT DE PASSAGE GÉRÉ PAR LES AUTORITÉS ISRAËLIENNES



Les six grandes unités de RO, qui peuvent produire plus de dix fois plus d'eau que celles qui sont entrées, n'y sont pas parvenues.

(En mars 2026, les principaux systèmes d'osmose inverse de MSF n'ont toujours pas pu entrer à Gaza.)

Après une nouvelle série de négociations approfondies avec le COGAT et de discussions avec l'armée américaine, au cours desquelles MSF a expliqué une fois de plus l'objectif et la composition de l'équipement, MSF a demandé à nouveau l'autorisation d'envoyer des camions transportant les six grandes unités d'osmose inverse. La veille du passage prévu, le COGAT a demandé à MSF de ne pas envoyer les unités d'osmose inverse. Les pièces de rechange ne sont jamais entrées non plus.



Alternatives limitées

MSF est contrainte de se procurer des fournitures essentielles par d'autres moyens. La réparation des réseaux d'eau de l'hôpital Nasser est restée en suspens pendant un mois entier, le temps que nous essayions de nous procurer des membranes d'osmose inverse – alors que les nôtres étaient bloquées à l'extérieur de la bande de Gaza. Lorsque MSF a construit un nouveau système d'osmose inverse à Khan Younis, il lui a fallu un mois pour trouver sur le marché local le matériel nécessaire pour creuser et installer le nouveau forage.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, les autorités israéliennes empêchent MSF de faire entrer toute fourniture humanitaire à Gaza; notre capacité à améliorer l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène est désormais d'autant plus limitée. Les rares pièces de rechange disponibles sur le **marché local** sont chères et souvent de mauvaise qualité – par exemple, les filtres à eau, les pulvérisateurs, les raccords, les tuyaux et les robinets, entre autres. Les pièces de rechange pour les générateurs et les véhicules sont pratiquement introuvables localement, ce qui affecte le transport de l'eau par camion-citerne, le transport du matériel et l'approvisionnement en énergie.

Il est consternant de constater qu'un tiers des demandes déjà réduites de MSF pour des articles

WASH n'est pas approuvé, et que bon nombre des articles approuvés sont refoulés à la frontière. Cela est d'autant plus choquant qu'Israël a l'obligation légale, en tant que puissance occupante, de veiller à ce que les besoins de la population soient satisfaits. Ces besoins ont été créés par les autorités israéliennes elles-mêmes, en bombardant les infrastructures, en déplaçant des populations à grande échelle et en entravant l'accès à la majeure partie de la bande de Gaza. En janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a établi l'existence d'un risque plausible de génocide et a exigé des mesures immédiates pour le prévenir et garantir la fourniture d'aide humanitaire²⁴. En mars 2024, la CIJ a réaffirmé ces mesures et en a ajouté de nouvelles, appelant à la fourniture sans entrave et à grande échelle des services de base et de l'aide humanitaire dont le besoin se fait urgemment sentir, notamment en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement²⁵. Au lieu de cela, le blocage des approvisionnements essentiels est devenu un instrument de la campagne génocidaire menée par Israël. **Alors qu'elles privent les Gazaouis d'eau et d'assainissement, les autorités israéliennes jouent de l'aide humanitaire comme un robinet, le fermant ou l'ouvrant juste assez pour ne laisser entrer que quelques gouttes dans la bande de Gaza.**

Lorsque l'accès à l'eau devient une arme, lorsque se rendre aux toilettes ou se laver devient un combat quotidien, cela **menace la survie et la dignité humaines – et engage la responsabilité des États**. Depuis plus de deux ans, MSF est témoin direct de la manière dont l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène est utilisé comme arme contre l'ensemble de la population de Gaza dans le cadre du génocide perpétré par les autorités israéliennes. La destruction massive des infrastructures civiles, les restrictions d'accès imposées aux acteurs du secteur WASH à l'intérieur de Gaza, les déplacements forcés répétés de la population et le blocage des fournitures vitales ont détruit les conditions de vie et constituent une punition collective infligée à l'ensemble de la population. Cela se produit alors que les Palestinien-ne-s de Cisjordanie subissent un nettoyage ethnique par les autorités israéliennes, notamment par le biais de l'accès à l'eau. Tous les États ont ici des obligations juridiques et morales. Les autorités israéliennes doivent garantir à la population palestinienne l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène – des éléments indispensables à la vie. Les autres États doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin à cette déshumanisation des Palestinien-ne-s.

24 Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), CIJ, ordonnance du 26 janvier 2024, paragraphes 78 et 79, p. 3, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240126-ord-01-00-en.pdf>

25 Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), CIJ, ordonnance du 28 mars 2024, <https://www.icj-cij.org/node/203847>.

Appels urgents

MSF appelle les autorités israéliennes à:

- 1 Cesser d'entraver l'entrée et la distribution à Gaza de fournitures vitales en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène**, entrave qui continue de porter atteinte à la population et de causer des morts par privation, parallèlement à la violence directe qui continue d'être exercée contre les personnes civiles.
 - Les fournitures WASH d'urgence, telles que les unités d'osmose inverse et leurs produits chimiques et pièces de rechange, les réservoirs d'eau, les camions-citernes et leurs pièces de rechange, les générateurs, les pompes, les latrines et autres fournitures similaires, doivent être autorisées à entrer à Gaza.
 - Les fournitures nécessaires à la remise en état des systèmes WASH, telles que les matériaux et équipements de construction, doivent également pouvoir entrer dans la bande de Gaza.
 - Le processus d'entrée des fournitures doit être immédiatement simplifié, rendu transparent et permettre l'entrée de tous les biens humanitaires nécessaires. Tous les biens humanitaires approuvés doivent pouvoir entrer effectivement. L'aide doit circuler par tous les couloirs possibles (via la Jordanie, l'Égypte et Israël); tous les points d'entrée de la bande de Gaza doivent être ouverts; et davantage de routes doivent être autorisées et dégagées pour le passage des marchandises à l'intérieur de Gaza.
- 2 Mettre fin aux restrictions d'accès au sein de la bande de Gaza** qui empêchent les acteurs humanitaires de fournir et de réparer les services essentiels d'eau et d'assainissement. Les autorités israéliennes doivent veiller à ce que les services soient accessibles et rétablis de manière équitable dans toute la bande de Gaza et parviennent aux populations où qu'elles se trouvent.
- 3 Faciliter l'accès à la bande de Gaza pour les acteurs humanitaires du secteur WASH.** La poursuite des opérations humanitaires indépendantes et impartiales des ONG internationales doit être garantie.
- 4 Respecter le statut protégé** des infrastructures et des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des autres biens de caractère civil.
- 5 Respecter la protection** des personnes civiles en vertu du droit international humanitaire ainsi que la protection des travailleurs humanitaires fournissant des services WASH et d'autres services humanitaires
- 6 Mettre fin aux déplacements forcés** qui, entre autres, entravent l'accès des populations aux services WASH et les contraignent à se réfugier dans des zones dépourvues d'infrastructures appropriées. Les personnes doivent être autorisées à retourner dans leur région d'origine si elles le souhaitent.

©Nour Alsaqqa/MSF

MSF appelle les États membres de l'ONU,

- qui ont la responsabilité de faire respecter le droit international humanitaire, à mettre en œuvre les obligations réaffirmées dans l'avis consultatif de la CIJ de 2024 et à protéger l'aide humanitaire fondée sur des principes,
- et notamment aux États participant au mécanisme du Board of Peace,
- aux États qui entretiennent des liens étroits avec Israël sur les plans sécuritaire, politique et économique,
- et/ou aux États qui fournissent de l'assistance humanitaire dans le territoire palestinien occupé,

Dans le cadre de leurs échanges avec les autorités israéliennes, à :

- 1** Exiger – en utilisant tous les moyens de pression économiques, sécuritaires et juridiques nécessaires – que les autorités israéliennes **cessent d'entraver l'accès des Palestiniens à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène** à Gaza, notamment par la destruction des infrastructures, l'interdiction d'accéder à plus de la moitié de la bande de Gaza et le blocage de l'accès humanitaire et de l'acheminement des fournitures vers Gaza. Les États doivent faire respecter le droit international et exiger qu'Israël mette fin à ses violences directes et structurelles à l'encontre des Palestiniens.
- 2** Exiger que les autorités israéliennes respectent leurs obligations en tant que puissance occupante et **garantissent** à la population de Gaza un accès suffisant et digne aux services WASH.
- 3** Exiger que les autorités israéliennes assurent une intensification rapide et urgente de l'aide WASH par le biais des **mécanismes de distribution établis et coordonnés par l'ONU et les ONG internationales**, sans ingérence des parties belligérantes, garantissant ainsi une distribution sûre, efficace et impartiale de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin.

En leur qualité de bailleurs de fonds humanitaires et de développement, les États doivent :

- 4** Accroître un financement flexible, durable et prévisible
 - pour répondre aux **besoins immédiats en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène** tels que la production et le transport par camion d'eau potable, le pompage et la distribution d'eau à usage domestique, l'accès à des toilettes sûres et dignes et l'accès à des articles d'hygiène
 - et pour la **restauration et la reconstruction à long terme des infrastructures WASH**, sans lesquelles les populations continueront de souffrir et de mettre leur santé et leur vie en danger, tout en utilisant tous les moyens nécessaires pour que les matériaux indispensables puissent entrer dans la bande de Gaza.

Les besoins humanitaires urgents ne doivent pas être relégués au second plan, même lorsque les conditions pour la reconstruction seront réunies.

Le financement doit s'accompagner d'un plaidoyer ferme sur l'accès, afin de garantir que les ressources financières se traduisent par une aide concrète pour la population.

- 5** Veiller à ce que les services – notamment l'eau et l'assainissement, les soins de santé et les habitations – soient soutenus, reconstruits et remis en état de manière rigoureuse **dans toute la bande de Gaza, afin d'atteindre toutes les personnes dans le besoin**. Donner la priorité au financement d'une réponse ancrée dans les **principes humanitaires**, en veillant à ce que les ressources soient affectées à la satisfaction des besoins humanitaires urgents plutôt qu'à des initiatives à caractère commercial ou politique.

